



# Statistique Canada

## Rapport sur le rendement

Pour la période se terminant  
le 31 mars 2000

Canada

## **Présentation améliorée des rapports au Parlement**

### **Document pilote**

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en plusieurs parties. Commençant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder.

Le *Rapport sur les plans et les priorités* fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes qui sont principalement axés sur une planification plus stratégique et les renseignements sur les résultats escomptés.

Le *Rapport sur le rendement* met l'accent sur la responsabilisation basée sur les résultats en indiquant les réalisations en fonction des prévisions de rendement et les engagements à l'endroit des résultats qui sont exposés dans le *Rapport sur les plans et les priorités*.

©Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — 2000

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des

Éditions du gouvernement du Canada – TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N<sup>o</sup> de catalogue BT31-4/12-1999

ISBN 0-660-61394-8



## Avant-propos

Le 24 avril 1997, la Chambre des communes a adopté une motion afin de répartir, dans le cadre d'un projet pilote, la *Partie III du Budget principal des dépenses* pour chaque ministère ou organisme en deux documents, soit le *Rapport sur les plans et les priorités* déposé au printemps et le *Rapport ministériel sur le rendement* déposé à l'automne.

Cette décision découle des engagements pris par le gouvernement d'améliorer l'information fournie au Parlement sur la gestion des dépenses. Cette démarche vise à mieux cibler les résultats, à rendre plus transparente l'information fournie et à moderniser la préparation de cette information.

Cette année, la série de rapports sur le rendement d'automne comprend 83 rapports ministériels sur le rendement ainsi que le rapport annuel du Président intitulé *Une gestion axée sur les résultats – 2000*.

Ce *Rapport ministériel sur le rendement*, qui couvre la période se terminant le 31 mars 2000, porte sur une responsabilisation axée sur les résultats en signalant les réalisations par rapport aux attentes en matière de rendement et aux engagements en matière de résultats énoncés dans le *Rapport sur les plans et priorités* pour 1999-00 déposé au Parlement au printemps de 1999.

Il faut, dans le contexte d'une gestion axée sur les résultats, préciser les résultats de programme prévus, élaborer des indicateurs pertinents pour démontrer le rendement, perfectionner la capacité de générer de l'information et soumettre un rapport équilibré sur les réalisations. Gérer en fonction des résultats et en rendre compte nécessitent un travail soutenu dans toute l'administration fédérale.

Le gouvernement continue de perfectionner les systèmes de gestion ainsi que le cadre de gestion sur le rendement. Le perfectionnement découle de l'expérience acquise, les utilisateurs fournissant au fur et à mesure des précisions sur leurs besoins en information. Les rapports sur le rendement et leur utilisation continueront de faire l'objet d'un suivi pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins actuels et en évolution du Parlement.

Ce rapport peut être consulté par voie électronique sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/dpr/dprf.asp>

Les observations ou les questions peuvent être adressées au gestionnaire du site Internet du SCT ou à l'organisme suivant:

Secteur de la planification, du rendement et des rapports  
Secrétariat du Conseil du Trésor  
L'Esplanade Laurier  
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0R5  
Téléphone : (613) 957-7167  
Télécopieur : (613) 957-7044



Statistique Statistics  
Canada Canada

# Statistique Canada

## Rapport ministériel sur le rendement

Pour la  
période se terminant  
le 31 mars 2000

---

**John Manley**  
Ministre de l'Industrie



# Table des matières

Sommaire exécutif .....	5
Section I	
Message du Ministre pour le Portefeuille .....	7
Section II	
Rendement de l'organisme .....	9
A. Contexte social .....	9
B. Attentes en matière de rendement .....	12
C. Réalisations en matière de rendement .....	14
Section III	
Rendement financier .....	57
Section IV	
Aperçu de l'organisme .....	61
Mandat .....	61
Énoncé de mission .....	61
Descriptions des secteurs d'activité .....	63
Section V	
Autres renseignements .....	65
A. Centres de consultation régionaux .....	74
B. Mandat législatif .....	75
C. Dates de diffusion préétablies d'enquêtes principales .....	67
D. Initiatives des Lacunes statistiques II .....	68
E. Index .....	72

## Liste des Tableaux

---

Tableau 1	Engagements clés de l'organisme .....	12
Tableau 2	Engagements clés de l'organisme .....	13
Tableau 3	Coefficients de variation pour les enquêtes essentielles à la mission .....	33
Tableau 4	Taux de réponse pour les enquêtes essentielles à la mission .....	34
Tableau 5	Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion (enquêtes essentielles à la mission) .....	36
Tableau 6	Utilisation de systèmes de classification type pour les enquêtes essentielles à la mission .....	51
Tableau financier 7	Sommaire des crédits approuvés .....	57
Tableau financier 8	Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles .....	58
Tableau financier 9	Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles .....	58
Tableau financier 10	Recettes disponibles .....	59
Tableau financier 11	Recettes non disponibles .....	59
Tableau financier 12	Paiements de transfert .....	60
Tableau 13	Ressources de 1999-2000 par secteur de programme et par secteur d'activité .....	62
Tableau 14	Domaines principaux, produits choisis et niveau de service .....	67

---

## SOMMAIRE EXÉCUTIF

Statistique Canada est l'organisme statistique central du Canada chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.

L'organisme joue un rôle central visant à informer des discussions de politique publique. Des questions nationales comme celles qui font l'objet d'une ouverture médiatique se fondent souvent sur des renseignements produits par Statistique Canada. Le *Discours du Trône* présentait huit sujets d'intérêt national : les enfants, les jeunes, l'économie dynamique, la santé, l'environnement, des collectivités plus fortes, les peuples autochtones et la place du Canada dans le monde, lesquels continuent de nécessiter de la recherche et de l'analyse statistique. Les données de l'organisme ont aidé à quantifier ces questions, et ses analyses objectives ont contribué de façon importante à l'identification de pistes de solution ou d'options.

Le présent rapport donne un aperçu de la mission et des priorités de Statistique Canada de même que des activités qu'il mène dans deux grands secteurs d'activité, soit la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population, en 1999-2000. La mesure du rendement de Statistique Canada est présentée en fonction d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs de façon à respecter le cadre d'assurance de la qualité de l'organisme.

En 1999-2000, Statistique Canada a continué de faire des progrès sur plusieurs plans. On a reconnu qu'il y avait de nouveaux besoins de renseignements pour la formulation des politiques dans les domaines de l'économie fondée sur le savoir, de la croissance économique, de la cohésion sociale, du développement des ressources humaines et des défis et possibilités de la mondialisation. L'organisme est en train d'élaborer des façons appropriées d'améliorer les enquêtes et crée de nouvelles enquêtes afin de répondre à ces besoins, ainsi qu'à ceux reliés aux peuples autochtones et au Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales, entre autres. Dans ce dernier cas, il s'agit d'appuyer la formule de répartition de la taxe de vente harmonisée. L'accès des usagers aux archives de données a été également amélioré par de nouveaux développements dans l'utilisation d'Internet.





## SECTION I : MESSAGE DU MINISTRE POUR LE PORTEFEUILLE

### *Message du Ministre pour le Portefeuille*

Le Canada amorce le nouveau millénaire en étant l'un des chefs de file de la nouvelle économie, fondamentalement différente de celle d'il y a dix ans à peine. Partout dans le monde, les dix dernières années ont été marquées par des changements inouïs. Sans tarder, le Canada s'est mis à l'action pour tirer parti des possibilités offertes. La mondialisation fait en sorte que ce n'est plus avec des concurrents locaux ni même régionaux que l'on doit se mesurer, mais bien avec les économies de toute la planète. Le rythme du changement s'est accéléré de façon vertigineuse : la nouvelle technologie dans le domaine de la communication électronique et de l'information a fait surgir l'économie du savoir, dont les travailleurs qualifiés constituent la ressource la plus précieuse, et l'innovation, la clé du succès. Le Canada se trouve à l'avant-garde de ce mouvement et son économie est vigoureuse et dynamique.

#### *Les membres du Portefeuille de l'Industrie*

Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Agence spatiale canadienne  
Banque de développement du Canada\*  
Commission du droit d'auteur Canada  
Conseil canadien des normes\*  
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada  
Conseil national de recherches Canada  
Développement économique Canada pour les régions du Québec  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Industrie Canada  
Société d'expansion du Cap-Breton\*  
Statistique Canada  
Tribunal de la concurrence

*\* N'est pas tenu de soumettre un rapport sur le rendement*

Conscient des défis et des possibilités offerts par la nouvelle économie et souhaitant en faire profiter tous les Canadiens, le gouvernement du Canada s'est doté d'un programme d'action clair. En vue d'améliorer la productivité, de créer des emplois bien rémunérés et du même coup de rehausser le niveau de vie, il a choisi comme l'un des éléments clés de ce programme d'investir dans la recherche et dans la connaissance et de renforcer la capacité d'innovation du Canada. En outre, le gouvernement investit beaucoup dans les ressources humaines, assure le perfectionnement des travailleurs intellectuels nécessaires à une économie prospère et favorise un climat propice à l'esprit d'entreprise. Enfin, il s'efforce de faire du Canada le pays le plus branché du monde et de maintenir sa position parmi les chefs de file de l'utilisation d'Internet.

À titre de ministre responsable du Portefeuille de l'Industrie, j'ai la charge de 14 ministères et organismes qui jouent un rôle déterminant dans l'exécution du programme du gouvernement. Ce Portefeuille gère plus de 40 p. 100 des fonds fédéraux destinés aux sciences et à la technologie ainsi que toute une gamme de programmes complémentaires destinés à aider les entreprises, grandes et petites, à prendre leur essor et à prospérer. Il s'agit donc d'un puissant outil mis à la disposition du gouvernement, au moment même où le Canada opère la transition vers la nouvelle économie et la nouvelle société du savoir.

Je suis heureux de présenter le *Rapport sur le rendement* de Statistique Canada, qui montre comment il a contribué à réaliser le programme du gouvernement, d'abord en définissant des engagements dans son Rapport sur les plans et les priorités, puis en décrivant à quel point il les a honorés au cours de l'exercice 1999-2000.

Pour Statistique Canada, l'année 1999-2000 a été une année de prolongement de défis avec la mise en œuvre d'une vaste gamme de nouveaux programmes statistiques importants. En plus d'entreprendre des projets majeurs tels que le Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales et ceux relatifs à l'Initiative de la recherche sur les politiques, au Carnet de route de l'information sur la santé, ainsi qu'aux Recensements de la population et de l'agriculture, le Bureau a entrepris l'élaboration d'enquêtes spéciales portant, entre autres, sur la santé et les limitations d'activités, les peuples autochtones, l'alphabétisme et l'appartenance ethnique. Ces enquêtes sont réalisées selon une approche solide en matière d'organisation et de gestion par les ressources humaines qualifiées du Bureau.

En investissant collectivement dans les ressources humaines et dans l'avenir, nous faisons du Canada un pays plus fort et plus prospère. Je suis fier de l'importante contribution apportée par le Portefeuille de l'Industrie à la réalisation des priorités gouvernementales.

---

L'honorable John Manley

## SECTION II : RENDEMENT DE L'ORGANISME

### A. Contexte social

Nombreux sont les moyens d'évaluer l'état d'une nation et de son peuple. Pour y parvenir, on doit disposer d'information sur les dimensions nombreuses et variées de l'État-nation moderne, comme de l'information sur sa population, son économie, ses ressources ainsi que sur sa vie sociale et culturelle. En vertu de la Constitution canadienne, c'est au gouvernement fédéral qu'il incombe de produire des statistiques pour tous les paliers de gouvernement et le public. En vertu de la *Loi sur la statistique*, le Parlement a désigné Statistique Canada comme l'organisme central chargé de produire ces statistiques. Cette tâche est de toute première importance dans une société ouverte et démocratique puisqu'elle permet aux Canadiens et à leurs représentants élus d'avoir une information objective sur l'évolution de notre société et de notre économie.

On utilise de façon croissante les données de l'organisme à des fins législatives et de réglementation. Elles servent ainsi :

- à la répartition des fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*), y compris le partage des recettes fiscales fédérales-provinciales (taxe de vente harmonisée);
- à l'indexation des prestations aux bénéficiaires et des crédits d'impôts du gouvernement fédéral (*Loi de l'impôt sur le revenu*);
- à l'établissement des domaines d'admissibilité aux prestations supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*);
- à la répartition des sièges parlementaires entre les provinces et à la délimitation des circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*);
- à la désignation de régions fédérales où il y a prestation de services bilingues (*Loi sur les langues officielles*);
- à l'évaluation de la distribution des sous-populations faisant l'objet du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*).

La structure du Programme de Statistique Canada a de tout temps permis de fournir des renseignements macroéconomiques, microéconomiques et sociodémographiques sur le Canada. Des renseignements statistiques sur les institutions publiques et les programmes sont également produits. Cela constitue le programme de base de l'organisme, lequel n'a rien perdu de sa pertinence. Cependant, de nouvelles questions émergent sans cesse, l'organisme doit être prêt et capable de répondre aux besoins grandissants en nouvelle information, laquelle devient de plus en plus complexe.

Parmi les domaines nécessitant plus de renseignements et d'analyses pour aider les décideurs des secteurs privé et public à comprendre les enjeux auxquels ils font face, nous retrouvons : les nouvelles ententes fiscales fédérales-provinciales, la santé des Canadiens et les systèmes qui la soutiennent, les facteurs influant sur le rendement économique dans une nouvelle économie fondée sur le savoir, la croissance économique, les facteurs microéconomiques influençant la compétitivité, la cohésion sociale, le développement des ressources humaines, les défis et

possibilités à l'échelle mondiale ainsi que les résultats des programmes sociaux. Assurer le bien-fondé du Programme de Statistique Canada en comblant de tels besoins en information et en maintenant l'intégrité du programme de base continue d'être l'un des principaux objectifs de l'organisme.

## Objectifs

Les deux principaux objectifs de Statistique Canada découlent de son mandat:

- Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes publics, de faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé, et de servir l'intérêt général de tous les Canadiens.
- Promouvoir la qualité la cohérence et la comparabilité des statistiques canadiennes en collaborant avec les autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et pratiques reconnues à l'échelle internationale.

Dans ses opérations et ses priorités, Statistique Canada doit tenir compte d'une très vaste gamme de groupes d'intérêts — les grands utilisateurs fédéraux et provinciaux, une multitude d'autres utilisateurs, les répondants et d'autres organismes dont les données administratives constituent une source importante de renseignements. Les principaux partenaires de l'organisme sont les suivants :

### Partenaires :

- Public et médias
- Administrations
- Entreprises et syndicats
- Secteur universitaire
- Organismes étrangers et internationaux
- Autres groupes clients

- ◆ **Le public et les médias:** Les renseignements de base que recueille Statistique Canada sur la société canadienne — sur la croissance économique, l'emploi, l'inflation, la balance des paiements, la population, le revenu des familles, la santé, l'éducation, la justice et plusieurs autres questions — sont en grande partie communiqués au public par l'intermédiaire des médias.
- ◆ **Les administrations :** La plupart des ministères et des organismes fédéraux font grand usage des données de Statistique Canada et plusieurs d'entre eux lui fournissent également de nombreuses données administratives. Des arrangements bilatéraux intensifs sont en place afin d'assurer un cheminement efficace de l'information. À l'instar de l'administration fédérale, les administrations provinciales et territoriales comptent beaucoup sur les données que Statistique Canada peut produire dans tous les domaines dont il est chargé; elles lui fournissent également un grand nombre de données sur la santé, l'éducation et la justice.
- ◆ **Les entreprises et les syndicats :** Les entreprises et les syndicats sont d'importants utilisateurs des renseignements produits par l'organisme, et le fardeau que représentent les enquêtes pour le monde des affaires est un important facteur de la conception des programmes.

- ◆ ***Le secteur universitaire*** : Le secteur universitaire fait grand usage des données de Statistique Canada à des fins de recherche et d'enseignement; il est aussi considéré par l'organisme comme une source de consultation importante.
- ◆ ***Les organismes étrangers et internationaux*** : Statistique Canada entretient des rapports étroits avec des organisations scientifiques et intergouvernementales internationales afin de partager une expertise professionnelle et d'encourager le recours à des pratiques, des normes et des concepts communs. L'appartenance du Canada à des organisations internationales, notamment les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques, requiert que les produits de l'organisme soient conformes aux normes internationales pour que les données sur les phénomènes sociaux et économiques du Canada puissent toujours être comparées à celles d'autres pays.
- ◆ ***Les autres groupes clients*** : Statistique Canada doit également tenir compte des intérêts de nombreux autres utilisateurs, dont les administrations régionales et locales, les bibliothèques publiques, les associations professionnelles, les instituts de recherche et les groupes d'intérêts spéciaux.

Statistique Canada diffuse ses renseignements par des communiqués et des publications, par des moyens électroniques et sous forme de réponses à des demandes directes. Il offre en outre, suivant une formule de recouvrement des coûts, des produits et services spécialisés, comme des conseils sur la conception et la mise en œuvre de projets de collecte de données pour les ministères et organismes fédéraux. (Veuillez consulter la section IV du *Rapport sur le rendement* de Statistique Canada de 1997-1998 concernant les produits statistiques, leurs utilisateurs et l'utilisation qu'on peut en faire.)

## B. Attentes en matière de rendement

La raison d'être de l'organisme réside dans la production d'information de nature statistique. L'efficacité de Statistique Canada dépend de sa crédibilité, de la pertinence de son information, de l'exactitude, de l'actualité et de l'accessibilité de ses produits, du respect de normes professionnelles élevées ainsi que du contrôle du fardeau des répondants.

L'organisme s'engage à atteindre les résultats clés suivants et se charge de surveiller l'atteinte de ses objectifs par l'entremise de son cadre d'assurance de la qualité.

**Tableau 1 Engagements clés de l'organisme**

<b>Statistique Canada s'engage à fournir aux Canadiens :</b>	<b>Comme en témoignent :</b>
<p>Des statistiques objectives et non partisans permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadienne qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions;</li> <li>• sensibles aux problèmes nouveaux;</li> <li>• de grande qualité;</li> <li>• et qui permettent de :</li> <li>• répondre aux exigences légales;</li> <li>• renseigner les Canadiens sur les problèmes économiques et sociaux courants et naissants;</li> <li>• maintenir une infrastructure nationale de la connaissance statistique.</li> </ul>	<p><b>Pertinence :</b></p> <p>Utilisation de statistiques pour formuler des politiques et prendre des décisions.</p> <p>Production de nouvelles données statistiques dans les domaines nécessaires pour élaborer des politiques et prendre des décisions.</p> <p>Production de renseignements qui permettent de comprendre plus facilement les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada.</p> <p>Mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs.</p> <p><b>Qualité de l'information :</b></p> <p>Diffusion en temps opportun de renseignements statistiques de grande qualité.</p> <p>Production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues.</p> <p>Disponibilité de descripteurs de qualité et de notes techniques.</p> <p>Production de statistiques accessibles aux Canadiens.</p> <p><b>Maintien d'une infrastructure nationale de la connaissance statistique :</b></p> <p>Contrôle du fardeau des répondants.</p> <p>Utilisation maximale des données administratives.</p> <p>Utilisation de méthodes et technologies modernes.</p> <p>Emploi de personnel compétent et efficace.</p>

L'évaluation du rendement en regard des engagements susmentionnés se fait grâce aux indicateurs suivants :

**Tableau 2 Engagements clés de l'organisme**

Évaluation du rendement en regard des engagements :	Indicateurs de rendement :	Réalizations indiquées à la page
<p><b>Pertinence :</b> Utilisation de statistiques pour formuler des politiques et prendre des décisions. Production de nouvelles données statistiques dans les domaines nécessaires pour élaborer des politiques et prendre des décisions. Production de renseignements qui permettent de comprendre plus facilement les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada. Mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs.</p> <p><b>Qualité de l'information :</b> Diffusion en temps opportun de renseignements statistiques de grande qualité. Production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues. Disponibilité de descripteurs de qualité et de notes techniques. Production de statistiques accessibles aux Canadiens.</p> <p><b>Maintien d'une infrastructure nationale de la connaissance statistique :</b> Contrôle du fardeau des répondants. Utilisation maximale des données administratives. Utilisation de méthodes et technologies modernes. Emploi de personnel compétent et efficace.</p>	<p><b>Programme :</b></p>	
	Soutien dans la prise de décisions stratégiques.	15
	Production de nouvelles données statistiques.	21
	Amélioration des programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs.	28
	<p><b>Exactitude de l'information :</b></p>	
	Couverture d'enquête (enquêtes essentielles à la mission*).	30
	Erreur d'échantillonnage (enquêtes essentielles à la mission).	32
	Taux de réponse (enquêtes essentielles à la mission).	33
	Analyses périodiques des modèles de révision des données statistiques.	35
	<p><b>Actualité de l'information :</b></p>	
	Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion.	36
	<p><b>Accessibilité de l'information :</b></p>	
	Accès aux produits et aux services d'information, y compris :	37
	les mentions dans les médias;	37
	l'accès par l'intermédiaire d'Internet;	38
	les services découlant des sites Internet;	39
	les contacts des clients avec les bureaux régionaux;	40
	les ventes;	41
	les partenariats;	44
	les mesures de la satisfaction des clients.	
<p><b>Intelligibilité de l'information :</b></p>		
Disponibilité de descripteurs de qualité et de notes techniques.	48	
Existence de métadonnées.	48	
<p><b>Cohérence de l'information :</b></p>		
Utilisation de systèmes de classification (enquêtes essentielles à la mission).	51	
<p><b>Maintien d'une infrastructure nationale de la connaissance statistique :</b></p>		
Calcul du fardeau de réponse.	51	
Utilisation de données administratives en remplacement des enquêtes.	52	
Évolution des moyens de déclaration et de collecte des données.	53	
Sondage d'opinion auprès des employés.	53	
Taux de roulement des employés.	54	
Investissements dans la formation des employés.	55	

\* Enquêtes essentielles à la mission : L'organisme a déterminé que les programmes qui servent à établir les principaux indicateurs socioéconomiques courants sont des programmes essentiels à sa mission. Ces programmes sont les suivants : Enquête sur la population active, Indice des prix à la consommation, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, statistiques du commerce international, Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail, produit intérieur brut trimestriel, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (composante du revenu), Enquête financière trimestrielle, Indice des prix des produits industriels.



## C. RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE RENDEMENT

### Rendement de l'organisme

Le rendement d'un organisme statistique national est fondamentalement une notion multidimensionnelle selon laquelle diverses clientèles s'intéressent à différentes dimensions de ce rendement. Statistique Canada sait qu'il a une responsabilité professionnelle de faire état de certaines dimensions de son rendement qui ne sont pas visibles de l'extérieur. Il pense également qu'il y a quatre dimensions principales du rendement qui sont cruciales pour un organisme statistique national et que chacune de ces dimensions intéresse plus particulièrement un groupe ou l'autre. Les voici :

1. Les **utilisateurs** des produits d'information ont un intérêt à l'égard de la **qualité** de ces produits et la « qualité » tient ici essentiellement à l'adaptation de ces produits à leur emploi.
2. Les **bailleurs de fonds** des activités, soit les contribuables canadiens et les fonctionnaires chargés de gérer les fonds publics, ont un intérêt à l'égard du **rendement financier**, soit l'efficacité, la bonne gestion et le bon usage de l'argent des contribuables.
3. Les **répondants** des enquêtes, ainsi que leurs représentants, ont un intérêt à l'égard du **fardeau de réponse** qui leur est imposé, de leur interaction avec l'organisme et du soin que prend l'organisme pour protéger l'information qu'ils lui ont confiée.
4. Les **employés** sur lesquels compte l'organisme et les organismes chargés des normes de gestion des ressources humaines au gouvernement ont un intérêt à l'égard du **rendement de la gestion des ressources humaines**.

Il est impossible de produire des résultats quantitatifs directs ou des mesures d'extrants pour tous les aspects du rendement. Statistique Canada a retenu une vaste notion de la qualité des données fondée sur l'adaptation de celles-ci à leur emploi, ou aptitude à l'usage<sup>1</sup>. Il y a six aspects de la qualité de l'information qui se rapportent à l'utilisation de l'information : la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'accessibilité, l'intelligibilité et la cohérence. Certains de ces aspects peuvent être quantifiés par des indicateurs numériques; certains sont mieux décrits qualitativement, tandis que d'autres ne peuvent être évalués que du point de vue des procédés suivis par l'organisme.

Le rendement financier est abordé de nouveau à la section III du présent rapport, alors que l'information portant sur le fardeau de réponse et le rendement de Statistique Canada, quant à la gestion des ressources humaines, est présentée à la fin de la section intitulée « Réalisations en matière de rendement ».

---

1 Afin d'assurer l'« aptitude à l'usage », Statistique Canada a élaboré le cadre d'assurance de la qualité en 1998-1999. Ce mécanisme central permet à l'organisme d'assurer la qualité de l'information grâce à l'évaluation des progrès et du rendement pour six aspects : la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'accessibilité, l'intelligibilité et la cohérence. Le rapport du vérificateur général d'avril 1999 comprenait un chapitre sur « La gestion de la qualité des statistiques ». L'examen effectué par le vérificateur général s'est fondé sur le cadre d'assurance de la qualité et a souligné en conclusion l'engagement de Statistique Canada à produire des statistiques de grande qualité et d'améliorer la qualité d'une façon suivie.

## Pertinence du programme

On entend par **pertinence** du programme le degré auquel l'information produite répond aux besoins de l'ensemble des utilisateurs que veut servir l'organisme statistique national. Il convient davantage d'expliquer la pertinence ainsi : dans quelle mesure l'ensemble du répertoire de l'information disponible répond-il aux besoins des utilisateurs? On peut démontrer la pertinence en associant la diffusion de l'information et la question d'intérêt public ou la question sociale qu'elle éclaire, car on met ainsi en relief l'utilité des produits de l'organisme pour des questions qui sont manifestement importantes pour le pays. Statistique Canada tient à produire une information statistique qui répond aux besoins actuels et futurs des Canadiens. Il faut accorder une attention soutenue pour veiller à la pertinence du programme en regard des changements économiques, sociaux et démographiques. Plusieurs mesures du rendement ont été élaborées.

### ***Pertinence : Soutien dans la prise de décisions stratégiques***

Statistique Canada est au centre du système d'information économique et sociale du Canada. Il répond aux besoins en information de tous les paliers de gouvernement, des entreprises et des syndicats, des médias, du secteur universitaire et du public en général. Les plus grands défis auxquels fait face le pays nécessitent de l'information descriptive exacte sur ce qui est en jeu. L'analyse des problèmes requiert des renseignements qui donneront un aperçu des réalités et des causalités sous-jacentes et qui faciliteront les décisions fondées sur la meilleure compréhension pratique possible des faits. Les résultats suivants ainsi que d'autres résultats ont servi à répondre aux questions importantes et à appuyer le débat d'orientation de politiques.

#### **Science et innovation**

Statistique Canada a publié des données nouvelles sur l'utilisation des technologies de pointe dans la fabrication, y compris l'utilisation d'Internet pour l'achat et la vente de biens et de services. On a constaté que l'utilisation commerciale d'Internet est de plus en plus répandue : 70 %

des entreprises manufacturières s'en servent, et 40 % d'entre elles, pour l'achat et la vente de produits.

L'organisme a également publié les résultats de son enquête sur l'innovation et les technologies et pratiques de pointe dans la construction et les industries connexes. Ceux-ci démontrent, entre autres, que les entreprises innovatrices de ce secteur d'activité ont tendance à trouver leurs idées d'innovation chez leurs clients, leurs fournisseurs, leurs associations professionnelles et d'autres entreprises du secteur plutôt que dans leurs propres travaux de recherche et développement ou auprès des organismes publics. De plus, 4 entreprises sur 10 disent trouver de nouvelles idées d'innovation dans les réseaux d'information informatisés, dont Internet, ce qui n'est pas surprenant.

L'analyse de la toute première enquête sur la commercialisation de la propriété intellectuelle dans les universités a été présentée au Conseil consultatif des sciences et de la technologie (CCST) du premier ministre. L'enquête a révélé que si presque deux tiers des universités ont un bureau central pour gérer leurs inventions, droits d'auteur, marques de commerce et autres créations, un tiers seulement d'entre elles exigent que le chercheur leur déclare la propriété intellectuelle. Ces résultats, entre autres, ont contribué aux délibérations du Conseil et du président de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC), qui ont par la suite offert de collaborer avec Statistique Canada au prochain cycle de l'enquête.

## **Indicateurs pancanadiens de l'éducation**

Statistique Canada a publié les *Indicateurs de l'éducation au Canada 1999*. Le rapport contient une série d'indicateurs comparatifs la plus exhaustive jamais accumulés sur le système d'éducation canadien. Le document comble donc une lacune importante dans le débat public sur l'équité et l'efficacité du système d'éducation. Le rapport est

aussi le premier produit substantiel né de la collaboration renouvelée de Statistique Canada avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) et les ministères provinciaux de l'Éducation sous l'égide du Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation.

Outre des données administratives, le rapport renferme des données sur la performance relative qui proviennent de la Troisième étude internationale de mathématiques et des sciences et de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes. Ces données montrent que, comparativement à d'autres pays, les résultats des tests que subissent les enfants et les jeunes Canadiens se situent dans la moyenne ou sont légèrement supérieurs à celle-ci. Dans certaines provinces, par exemple le Québec (en mathématiques) et l'Alberta (en sciences), les enfants rivalisent avec les meilleurs au monde. Cela soulève la question à savoir qu'est-ce que ces provinces font de bien dans ces disciplines? La question devra être analysée plus à fond pour le savoir, mais des résultats très intéressants ont déjà ressorti. Par exemple, l'écart entre le Québec et d'autres provinces en mathématiques est essentiellement attribuable au fait que le système québécois obtient de bien meilleurs résultats pour les enfants qui sont en bas de l'échelle socioéconomique.

Le rapport examine aussi le rendement scolaire de différents groupes d'équité en matière d'emploi, et l'on a constaté ceci :

- si le niveau de scolarité des jeunes Autochtones s'améliore, il demeure de loin inférieur à celui des jeunes non-Autochtones;
- les personnes venant de familles situées en bas de l'échelle socioéconomique ont moins de chances de finir le secondaire et de fréquenter l'université que le reste de la population. Ce qu'on ne connaît peut-être pas aussi bien, concernant la participation aux études universitaires, c'est que l'écart entre le groupe en bas de l'échelle socioéconomique et les autres s'est creusé entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90.

## **Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ)**

En juillet 1999, Statistique Canada a publié une deuxième série de données du cycle de 1995-1996 de l'ELNEJ. Ces données comprennent des variables provenant d'un questionnaire rempli par des enfants de 10 à 13 ans ainsi que des renseignements tirés de la composante des écoles de l'ELNEJ. La composante des écoles inclut les résultats de tests qu'on a fait subir aux enfants à

l'école ainsi que des questionnaires remplis par les enseignants et les directeurs.

La majorité des jeunes (93 %) ont déclaré être heureux et 95 % ont dit que leur avenir s'annonçait bien. Ces attitudes variaient peu selon le type de famille ou le revenu. Néanmoins, certains commencent à adopter des comportements moins acceptables socialement (par exemple

fumer, voler et se battre). Il est encore trop tôt pour savoir si ces comportements s'inscrivent dans une phase « expérimentale » ou s'ils sont le signe de plus grands problèmes à venir. Toujours est-il que les données sont un bon point de départ pour suivre le développement des enfants durant les nombreuses étapes de l'adolescence.

Dans leurs réponses aux questions sur le comportement et les activités, 31 % des adolescents ont déclaré avoir au moins une fois, au cours des 12 derniers mois, volé quelque chose d'un magasin ou d'une école ou pris de l'argent de leurs parents sans leur permission. Le taux déclaré était plus élevé chez les garçons que chez les filles (36 % contre 27 %). En outre, plus de 4 adolescents sur 10 ont déclaré avoir menacé de battre quelqu'un ou s'être battus sans avoir subi de blessures graves. Toutefois, moins de 10 % ont dit l'avoir fait au moins trois fois au cours des 12 derniers mois.

Environ 1 adolescent sur 7 (15 %) a déclaré appartenir à un groupe faisant des choses « risquées ». Les adolescents considérant appartenir à un tel groupe étaient beaucoup plus susceptibles (dans certains cas jusqu'à six ou sept fois plus) de déclarer s'adonner à des comportements à risques.

Environ 7 % des jeunes Canadiens ont songé sérieusement au suicide. Deux fois plus de filles (8,4 %) que de garçons (4,6 %) l'ont envisagé. Comme ceux des groupes faisant des choses « risquées », les jeunes qui ont une piètre image d'eux-mêmes sont aussi plus susceptibles d'avoir pensé à se suicider (23 %) que les jeunes qui n'ont pas une piètre image d'eux-mêmes (5 %). Les recherches montrent que plusieurs autres facteurs sont liés aux pensées suicidaires :

- *la dépression* (29 % des jeunes déprimés ont songé au suicide, comparativement à 4 % des jeunes non déprimés);
- *l'angoisse* (25 % des jeunes angoissés ont envisagé le suicide, comparativement à 5 % des jeunes n'éprouvant pas d'angoisse);
- *les conflits familiaux.* (Une analyse préliminaire révèle que lorsque certaines variables sont maintenues constantes — sexe de l'enfant, type de famille, changement d'école, revenu familial et présence de la dépression, de l'angoisse et de la piètre estime de soi — les adolescents qui ont déclaré avoir une relation difficile avec leurs deux parents ou l'un d'eux étaient 5,5 fois plus susceptibles d'avoir sérieusement envisagé le suicide durant l'année écoulée.)

L'influence des pairs joue également un rôle dans les habitudes de fumer. Le pourcentage d'enfants de 10 et 11 ans qui avaient commencé à fumer était trop petit pour qu'on en fasse état. Plus de 10 % des enfants de 12 et 13 ans ont dit avoir commencé à fumer et 6 % ont déclaré le faire au moins une ou deux fois par semaine. Parmi les jeunes qui avaient commencé à fumer, 84 % ont aussi déclaré avoir au moins trois amis fumeurs.

### **Résultats distributionnels du marché du travail des années 90**

#### **Le marché du travail dans les années 90**

L'impression générale est que le marché du travail des années 90 était unique. Des notions telles que « rationalisation », « révolution technologique », « économie fondée sur le savoir » et « instabilité croissante de l'emploi » ont été utilisées pour le décrire. L'organisme a brossé un tableau exhaustif du

marché du travail des années 90 et s'est demandé jusqu'à quel point il différait de celui des années 80. Il voulait vérifier si les faits concordaient avec bon nombre des croyances et des explications répandues. L'étude met l'accent sur les résultats globaux sur le marché du travail et les résultats pour différents groupes. Voici quelques-unes des conclusions :

***Changement de la nature du travail*** — Si la création d'emplois dans les années 90 a connu une transition remarquable de l'emploi rémunéré à temps plein au travail indépendant, il n'y a pas eu suffisamment de recherches qui permettent de déterminer s'il s'agit là d'un changement durable de la nature du travail au Canada. Il pourrait s'agir d'une réaction à la très grande faiblesse du marché du travail des années 90. En effet, en 1999, les emplois créés étaient surtout des emplois rémunérés à temps plein.

***Stabilité de l'emploi*** — Dans l'ensemble, la stabilité de l'emploi des années 90 ressemblait à celle des années 80. La réaction des employeurs à la faible reprise et à la lente croissance de l'emploi semble avoir été d'embaucher moins de travailleurs plutôt que de licencier davantage de leurs effectifs existants : si les taux d'embauchage étaient bas durant les années 90, la probabilité d'une mise à pied n'était pas plus élevée qu'au cours des années 80. Les possibilités d'emploi étant minces, moins de gens ont quitté leur emploi. Les faibles taux d'abandon ont en fait augmenté la durée d'occupation d'un emploi chez les personnes occupées. Par conséquent, même si la stabilité d'emploi n'a pas diminué, cela n'est pas nécessairement réjouissant puisqu'elle était associée à de faibles possibilités d'emploi (c'est-à-dire à de faibles niveaux d'embauchage et de départ).

***Détérioration des résultats du marché du travail*** — Même si le taux de chômage n'a pas « monté en dents de scie » et malgré le fait qu'il n'y a pas eu plus de licenciements et que la durée des emplois n'a pas diminué, il y a eu une détérioration des résultats du marché du travail. Cette apparente contradiction s'explique par une amélioration de la qualité de la main-d'œuvre canadienne (c'est-à-dire que celle-ci est devenue plus qualifiée et plus scolarisée). Après avoir tenu compte des variables « scolarité » et « expérience », l'organisme a constaté une détérioration importante du marché du travail au cours des années 90, comparativement aux années 80 : le chômage « standardisé » a augmenté de 2 points de pourcentage et la probabilité d'avoir un emploi rémunéré a chuté de 5 points de pourcentage. Cette détérioration était particulièrement visible chez les hommes.

***Résultats pour les hommes et les femmes*** — Même si, dans l'ensemble, les hommes continuent de gagner plus que les femmes, l'une des caractéristiques les plus frappantes du marché du travail des années 90 est l'amélioration générale du sort des femmes et la détérioration de celui des hommes (en matière de chômage, d'emploi, de niveau de revenu et d'inégalité de revenu). Il se peut qu'il existe un lien entre l'amélioration du niveau de scolarité relatif des femmes et ces résultats.

***Aucune augmentation générale des salaires relatifs des personnes hautement scolarisées (ou de l'inégalité de revenu)*** — Malgré la notion d'un passage à « l'économie fondée sur le savoir » — qui laisse entendre une augmentation rapide de la demande de travailleurs hautement qualifiés —, il n'y a pas eu de hausse générale des gains relatifs des personnes les plus scolarisées au Canada (bien que certaines données fassent état d'une augmentation chez les jeunes), contrairement à ce qui s'est passé aux États-Unis. Les recherches donnent à penser que cela tient, entre autres, à la montée rapide de l'offre relative de travailleurs hautement scolarisés au Canada.

**Détérioration générale pour les nouveaux venus sur le marché du travail** — Parmi les hommes, les jeunes et les immigrants récents font face à un effritement des gains. On comprend mal cette détérioration pour ces groupes sur le marché du travail.

**Perte ou gain de cerveaux —  
Les mouvements migratoires  
des travailleurs du savoir à  
destination et en provenance  
du Canada**

Chaque numéro de la *Revue trimestrielle de l'éducation* de Statistique Canada porte sur des sujets qui préoccupent actuellement les chercheurs et les décideurs dans le domaine de l'éducation, ainsi que les Canadiens en général. Un numéro récent a été consacré à la perte et au gain de cerveaux et visait à satisfaire les besoins du grand

public et ceux en matière de politique en fournissant les données statistiques et les analyses les plus récentes sur cette question qui fait l'objet d'un vaste débat. Voici quelques-unes des conclusions :

- Au cours des années 90, le Canada a connu une perte nette de travailleurs hautement qualifiés au profit des États-Unis dans plusieurs professions clés du savoir. Toutefois, les données recueillies auprès de diverses sources laissent supposer que cette « perte » est compensée par un « gain » parallèle de travailleurs hautement qualifiés de l'étranger.
- L'ampleur de la perte est relativement restreinte, soit environ 0,1 % des déclarants en 1996 et moins de 1 % du bassin de travailleurs pour chacune des professions du savoir.
- Toutefois, le nombre de personnes qui quittent le Canada pour les États-Unis et d'autres pays a augmenté de façon constante au cours des années 90. Par ailleurs, ces personnes ont tendance à être plus scolarisées que la population en général, à toucher une rémunération plus élevée et à être dans les groupes d'âges d'activité maximale.
- Même si les données montrent que le Canada est aux prises avec un « exode des cerveaux » au profit des États-Unis, il ressort aussi que cette question est beaucoup plus complexe qu'elle ne semble au premier abord. Alors que les pertes de travailleurs hautement qualifiés au profit des États-Unis se sont accentuées au cours des années 90, il en est allé de même de l'afflux de travailleurs hautement qualifiés de l'étranger vers le Canada.
- Le Canada accueille quatre diplômés universitaires de l'étranger pour chaque diplômé universitaire qu'il perd au profit des États-Unis. On compte autant d'immigrants qui arrivent au Canada avec une maîtrise ou un doctorat que de diplômés universitaires de tous les niveaux qui quittent le Canada pour les États-Unis.
- Les travailleurs du secteur des technologies de pointe qui ont immigré récemment ont contribué de façon importante à combler la demande croissante de travailleurs dans ce secteur. Au cours des années 90, les immigrants ont représenté environ le tiers des nouveaux ingénieurs informatiques, analystes de systèmes et programmeurs informatiques qui ont été recrutés.

En outre, les résultats de l'*Enquête auprès des diplômés de 1995 qui ont déménagé aux États-Unis* ont été diffusés. Cette enquête portait sur les diplômés de l'enseignement postsecondaire de la promotion de 1995 qui ont déménagé aux États-Unis entre le moment où ils ont obtenu leur diplôme et l'été 1997. L'enquête a permis d'étudier les caractéristiques des diplômés, les raisons de leur déménagement, leurs études et leurs expériences de travail ainsi que leurs projets d'avenir. Voici quelques faits saillants de cette enquête :

- Environ 1,5 % des plus de 300 000 hommes et femmes qui ont reçu un diplôme d'un établissement d'enseignement postsecondaire canadien en 1995 ont déménagé aux États-Unis après avoir obtenu leur diplôme. C'est un pourcentage relativement faible, certes, mais ceux qui ont déménagé avaient tendance à être des diplômés de haut niveau dans certains domaines clés.
- Environ 20 % de ces diplômés étaient revenus au Canada au moment de l'enquête, en mars 1999.
- Près de la moitié des diplômés qui avaient déménagé aux États-Unis disaient s'être classés parmi les premiers de leur promotion dans leur champ d'études. Ils étaient plus susceptibles que leurs homologues restés au Canada d'avoir reçu des bourses d'études ou d'autres types de bourses.
- Les diplômés qui ont déménagé aux États-Unis ont remporté un franc succès sur le marché américain de l'emploi, travaillant davantage dans des professions très qualifiées et très rémunérées (par exemple santé et programmation informatique).
- Plus de la moitié des diplômés de 1995 qui ont déménagé (57 %) l'ont fait pour des raisons liées au travail, alors que 23 % l'ont fait pour des raisons liées aux études. De nombreux diplômés ont été séduits par la plus grande disponibilité des emplois dans un domaine particulier ou en général. Une proportion négligeable a dit avoir déménagé pour une question d'impôts, bien que ceux-ci puissent implicitement avoir été un facteur chez ceux ayant donné comme raison de déménager des salaires plus élevés.
- Plus du tiers des diplômés qui travaillaient à leur arrivée aux États-Unis (36 %) étaient concentrés dans les professions de la santé. Ils étaient suivis de diplômés en génie et en sciences appliquées (26 %).

## Recherches sur la santé

Statistique Canada, en collaboration avec Santé Canada, l'Institut canadien d'information sur la santé, la Société canadienne de cardiologie, la Canadian Stroke Society et la Fondation des maladies du cœur du Canada, a publié le rapport intitulé *Le nouveau visage des maladies*

*cardiovasculaires et des accidents vasculaires cérébraux au Canada.*

Les maladies cardiovasculaires (cardiopathies et accidents vasculaires cérébraux) sont la principale cause de mortalité au Canada, provoquant plus du tiers des décès, et la troisième cause de décès prématuré chez les moins de 75 ans. Bien que les taux de mortalité attribuables à la cardiopathie ischémique et à l'infarctus aigu du myocarde continuent de chuter, les taux de mortalité par accident vasculaire cérébral sont demeurés relativement constants au cours des 10 dernières années. Comme les comportements qui accroissent le risque de cardiopathie et d'accident vasculaire cérébral commencent tôt dans la vie, la hausse de la consommation de tabac chez les jeunes et de l'obésité chez les préadolescents ainsi que la baisse de l'activité physique durant l'adolescence inquiètent.

L'indice de masse corporelle et l'état de santé ont servi à décrire la prévalence de l'insuffisance de poids, de l'excès de poids et de l'obésité chez les Canadiens adultes. En 1996-1997, près de la moitié (48 %) des Canadiens de 20 à 64 ans avaient un poids acceptable. Le tiers (34 %) avaient un poids excessif et 12 %, ou environ 2,1 millions de personnes, étaient obèses. De toutes les catégories de poids, ce sont les adultes obèses qui ont fait état du plus grand nombre de problèmes de santé. Les personnes obèses couraient plus de risques (ajustés selon l'âge et le

sexe) que les personnes qui n'avaient pas d'excès de poids d'être atteintes d'asthme, d'arthrite, de maux de dos, de diabète, d'hypertension, de maladies cardiovasculaires, d'incontinence urinaire, de troubles intestinaux et de limitations d'activités.

Le document intitulé *L'assurance-soins dentaires et l'utilisation des services de soins dentaires* traite des différences socioéconomiques en matière d'assurance-soins dentaires chez les Canadiens et des facteurs liés aux visites chez le dentiste. À partir de données de l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP), cette analyse montre que l'assurance-soins dentaires était un facteur clé des visites chez le dentiste. Presque trois quarts des personnes assurées (73 %) étaient allées chez le dentiste l'année précédente, contre 43 % des non-assurés. L'étude a également révélé que même si elles avaient une assurance, les personnes ayant un faible revenu ou niveau de scolarité étaient beaucoup moins susceptibles de consulter un dentiste que les personnes dont le revenu ou le niveau de scolarité était plus élevé.

Le document intitulé *Les conséquences de l'activité physique sur la santé* utilise les données longitudinales de l'ENSP pour examiner le rapport entre l'activité physique et l'incidence des maladies cardiovasculaires et de la dépression. On a observé un lien entre l'activité physique modérée durant les loisirs et les risques moins élevés de développer une maladie cardiovasculaire ou de subir un épisode de dépression.

L'étude a aussi montré qu'un nombre croissant de personnes travaillant de longues heures courent, à certains égards, des risques du point de vue de leur santé. Chez certaines de ces personnes, le passage d'une semaine normale à une semaine beaucoup plus longue pourrait avoir augmenté le risque de prendre du poids, de fumer ou de consommer de l'alcool.

### ***Pertinence : Production de nouvelles données statistiques***

Même si l'organisme s'efforce continuellement de maintenir la pertinence de ses programmes, la nature de la dynamique de la société d'aujourd'hui est telle que des améliorations constantes doivent être apportées pour répondre aux besoins en information relatifs aux nouvelles questions et pour aider les Canadiens à comprendre ces questions. Un certain nombre d'améliorations de programmes en voie d'élaboration pour donner suite à ces besoins figurent ci-après. Le travail effectué pour certains de ces projets a débuté au cours de la dernière année.

### **Réaction à l'Initiative de la recherche sur les politiques du gouvernement**

Par son Initiative de la recherche sur les politiques (IRP), le gouvernement cherche à renforcer la capacité du Canada en matière de recherche sur les politiques. Le Comité de recherche sur les politiques (CRP) a été établi en juillet 1996 dans le cadre d'une étude par le Bureau du Conseil privé (projet Canada 2005) visant à analyser le plan de la politique à moyen terme et à commencer à planifier pour la prochaine décennie. Le CRP a déterminé quatre grands secteurs de la problématique stratégique actuelle et nouvelle : *économie fondée sur le savoir, croissance économique, cohésion sociale et développement des ressources humaines* (un cinquième domaine, *défis et possibilités à l'échelle mondiale*, a par la suite été ajouté). Statistique Canada continue à élaborer un certain nombre de nouvelles enquêtes qui contribueront aux travaux de recherche et combleront les lacunes statistiques recensées par le CRP. Ces nouvelles initiatives sont en voie d'élaboration en vue de répondre aux priorités de recherche et aux besoins d'information recensés de façon intégrée et cohérente. Ces enquêtes sont entrées dans leur



deuxième année d'élaboration en 1999-2000 (la diffusion de données de certaines d'entre elles se fera en 2000-2001, et on en rendra compte l'an prochain). Chacun des projets figure sous l'une ou l'autre des cinq grandes rubriques de recherche et de politique et est décrit à la partie D de la section intitulée « Autres renseignements » du présent rapport.

### **Statistique de l'éducation**

La statistique de l'éducation subit actuellement une transformation significative. En collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), le programme a utilisé les fonds de l'IRP et de Développement des ressources humaines Canada (DRHC) pour élargir considérablement la portée et la profondeur des données recueillies sur l'éducation, en particulier en ce qui a trait aux résultats à ce chapitre. Des efforts majeurs sont en cours dans trois grands secteurs :

- D'abord, des enquêtes longitudinales ont été lancées pour recueillir des données sur plusieurs points de transition clés dans le cours de la vie éducationnelle. Cela comprend l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET) et l'Enquête sur les transitions au postsecondaire (ETP). Ces enquêtes démontrent dans quelle mesure les résultats scolaires sont conditionnés par l'expérience antérieure.
- Ensuite, la valeur des collectes existantes de données administratives individuelles auprès des établissements postsecondaires a été enrichie grâce au couplage longitudinal et à l'utilisation de protocoles d'échange électronique de données avec les établissements d'enseignement. Réalisé sous l'égide du projet du Système d'information amélioré sur l'éducation (SIAE), le nouvel ensemble de données permettra de faire des analyses détaillées des parcours et du contenu éducatifs au postsecondaire et, ultimement, d'expliquer comment ces variables influent sur la réussite économique des participants.
- Enfin, les niveaux d'habileté sont évalués à plusieurs moments durant le cours de la vie. Beaucoup plus fiables que d'autres mesures, ces évaluations des habiletés dans certains domaines de compétence nous éclaireront sur les divergences quant à la scolarité entre les régions géographiques ou les groupes de revenu et leur incidence sur les résultats économiques, éducatifs et sociaux. Les données découleront de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA), de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA), du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de la Troisième étude internationale de mathématiques et des sciences et du Programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS) du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).

### **Information sur la santé**

Dans son budget de février 1999, le gouvernement fédéral a approuvé une forte augmentation du financement de la santé. Cela a conduit au lancement de plusieurs projets à Statistique Canada en collaboration avec l'Institut canadien d'information sur la santé.

*L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* sera lancée à l'automne 2000 auprès d'un échantillon prévu de 130 000 répondants. Elle fournira toute une série de données sur l'état de santé et les facteurs de risque pour 127 régions sociosanitaires au Canada. De vastes consultations ont été menées auprès des représentants de ces régions, des ministères provinciaux de la Santé, des organismes de santé, des chercheurs du domaine de la santé et de groupes

d'intérêts spéciaux. Les grandes priorités établies à l'issue de ces consultations quant au contenu de l'enquête comprenaient une vaste gamme de sujets liés à l'état de santé, aux habitudes de vie lourdes de conséquences pour la santé et à l'utilisation du système de santé. L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes fera face à de grands défis, dont la taille de l'échantillon, la délicatesse des sujets et le fait que, pour la première fois, chacune des 127 régions sociosanitaires pourra choisir parmi les modules de contenu. Statistique Canada devra également venir à bout des problèmes organisationnels et logistiques qu'entraînent le recyclage de bon nombre des intervieweurs de l'Enquête sur la population active et leur réaffectation à cette nouvelle enquête.

*Information axée sur la personne* — Un autre engagement de taille dans le domaine de la statistique de la santé sera l'élaboration d'information axée sur la personne. Ce projet réunira des données de sources diverses afin de construire une riche base de données sur les antécédents médicaux personnels. L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes fournira de l'information sur les risques pour la santé et sur le mode de vie. Grâce au couplage avec les dossiers provinciaux, des données détaillées sur l'utilisation du système de santé (qu'on se rende chez le médecin ou à l'hôpital) s'ajouteront également à la base de données. Un autre couplage avec les registres des statistiques de l'état civil de l'organisme l'enrichira éventuellement d'information sur les causes de décès. L'exploitation d'une telle base de données offrira aux analystes de formidables occasions d'examiner une pléiade de questions sur l'amélioration du système de santé et la santé des Canadiens. Il importe toutefois de noter que l'organisme est toujours attentif à l'importance critique de son engagement envers les répondants, lequel est de faire en sorte que tous les renseignements qui permettent l'identification des personnes soient traités avec une confidentialité absolue et qu'ils ne soient jamais divulgués de façon à les identifier sans leur autorisation. La confidentialité constitue la pierre angulaire de Statistique Canada, et elle doit être honorée à tous les égards afin d'assurer la provision continue de données de la part des répondants.

**Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)**

En 1996-1997, Statistique Canada a lancé un vaste et important Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP). Le budget permanent approuvé est de 44,4 millions de dollars par année. Le projet est le résultat de discussions qui se sont tenues en 1996 entre les gouvernements du

Canada, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et du Labrador, et de la Nouvelle-Écosse relativement à l'harmonisation de la taxe de vente, en vertu desquelles il a été décidé d'utiliser une formule de répartition des recettes fondée sur des statistiques agrégées. Afin de réduire le fardeau pour les entreprises, on a eu recours à cette approche plutôt que de tenter de recueillir des données au sujet de toutes les transactions des entreprises comportant un versement ou un remboursement de la taxe de vente. On a déterminé que pour que cette méthode de répartition des recettes puisse être utilisée, des améliorations importantes devaient être apportées à la qualité des statistiques économiques provinciales. Par conséquent, Statistique Canada a raffermi ses statistiques économiques provinciales au cours des trois dernières années. L'exercice 2000-2001 marquera la fin du projet, étant donné que Statistique Canada commence à produire des statistiques sur les entrées-sorties provinciales qui seront utilisées pour la formule de répartition des recettes.

Les tableaux des entrées-sorties présentent la comptabilisation la plus exhaustive de l'économie, tant à l'échelle nationale que provinciale, dans des matrices qui comportent un niveau élevé de détail du point de vue du secteur d'activité et des biens et services. La matrice des sorties montre les biens et services produits par chaque secteur d'activité, et celle des entrées fait état du matériel, de l'énergie, des services, de la main-d'œuvre et du capital utilisés par chaque secteur d'activité pour produire ces sorties. Quant à la matrice de la demande finale, elle montre les biens et services destinés à une utilisation finale. Les tableaux provinciaux comportent en outre une matrice des flux commerciaux qui permet de suivre l'origine et la destination des biens et des services qui font l'objet d'échanges entre les économies provinciales.

Étant donné qu'il s'agit du produit principal du PASEP, la production des tableaux provinciaux annuels constitue une étape clé du projet. Les données tirées de ces tableaux ont des répercussions majeures, tant à l'échelle nationale que provinciale. Les deux paliers de gouvernement en dépendent pour répartir de façon appropriée les recettes importantes découlant de la taxe de vente. À l'échelle provinciale, la production des tableaux répond aux besoins des provinces d'avoir des données fiables sur leurs activités économiques. Même si la taxe de vente harmonisée (TVH) est actuellement en vigueur dans trois provinces, un système statistique national global doit fournir des données comparables pour tous les territoires et les provinces.

De 1997 à 1999, les produits du projet ont été utilisés par les représentants fédéraux et provinciaux des ministères des Finances pour préparer des estimations préliminaires et provisoires de la distribution des recettes de la TVH. En 2000, les produits statistiques seront complets, ce qui permettra leur utilisation pour la production de comptes annuels provinciaux et territoriaux des entrées-sorties et de comptes économiques provinciaux. Ces derniers seront utilisés par les ministères fédéraux et provinciaux des Finances pour calculer la répartition finale des recettes. Outre le rôle qu'elles jouent relativement à la formule de répartition des recettes de la TVH, les nouvelles statistiques produites dans le cadre de cette initiative seront utiles pour une gamme variée d'autres applications, qu'il s'agisse des modalités des transferts intergouvernementaux, de la formulation de politiques de développement régional, ou encore des investissements des entreprises, de la commercialisation et de l'analyse des coûts.

### **Enquête sur les véhicules au Canada**

Les premières estimations de la nouvelle Enquête sur les véhicules au Canada, qui porte sur environ 16 millions de véhicules dans les 10 provinces et les 3 territoires, ont été diffusées en juin 2000 pour le quatrième trimestre de la période de référence, 1999. L'enquête vise à fournir des estimations du nombre de kilomètres parcourus, selon la catégorie de véhicule et d'autres variables, comme l'âge et le sexe du conducteur, le moment de la journée et la saison. Transports Canada parraine l'enquête et utilisera les données de concert avec d'autres données pour contrôler l'évolution de l'utilisation des véhicules automobiles au fil des ans et les répercussions de cette utilisation sur la sécurité, la consommation de carburant et l'environnement. Les résultats devraient aussi constituer une source de données de premier plan sur l'utilisation des véhicules automobiles pour les chercheurs et les membres du grand public qui s'intéressent à cette question.

## **Enquêtes postcensitaires**

Statistique Canada travaille actuellement à l'élaboration de deux enquêtes qui doivent être effectuées après le Recensement de 2001 :

*Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA)* — Dans le cadre de l'initiative du gouvernement « Rassembler nos forces », Statistique Canada a été mandaté pour mener une enquête postcensitaire complète sur la population autochtone. Dans l'élaboration et la conduite de cette enquête, Statistique Canada s'est engagé à travailler en collaboration étroite avec les groupes et les organisations autochtones. À cette fin, un comité de mise en œuvre a été formé pour surveiller tous les aspects de l'enquête. Le comité comprend des représentants des principaux groupes autochtones (la majorité des membres), de deux ministères fédéraux, un représentant désigné d'office des provinces et des territoires et Statistique Canada. Le comité a tenu des réunions régulières en 1999-2000 pour surveiller l'élaboration du questionnaire d'enquête. Celui-ci sera mis à l'essai à l'automne 2000. L'enquête est conçue de telle façon que les administrations et les organisations autochtones puissent acquérir la capacité de faire des études statistiques. Outre l'EAPA, le programme comprend une formation en statistique, dont des stages à Statistique Canada pour des Autochtones, de même que la mise en place d'une infrastructure statistique qui pourra servir de fondement à d'autres activités statistiques à plus long terme. Dans le cadre de son programme de formation en statistique à l'intention des Autochtones, Statistique Canada a assuré la formation de 127 Autochtones au cours de la dernière année. Par ailleurs, 3 des 6 stagiaires autochtones y ont entrepris leur affectation de deux ans.

*Enquête sur la santé et les limitations d'activités (ESLA)* — Des enquêtes postcensitaires auprès de personnes ayant une incapacité ont été menées à deux reprises par Statistique Canada. La première enquête s'est tenue après le Recensement de 1986, et la deuxième, après celui de 1991. Il n'y a pas eu d'enquête postcensitaire sur les personnes ayant une incapacité en 1996. Ces deux enquêtes ont contribué à l'élaboration d'une base de données utile sur ces personnes, qui a été largement utilisée à tous les paliers de gouvernement par les analystes des politiques touchant les personnes ayant une incapacité et des politiques sociales, ainsi que par des chercheurs du domaine de l'élaboration et de l'évaluation des politiques en matière d'incapacité. L'absence de l'ESLA en 1996 a entraîné des lacunes majeures de données pour les utilisateurs. Cette situation a fait en sorte qu'on reprendra l'ESLA après le Recensement de 2001. Des consultations exhaustives auprès des utilisateurs et des recherches sur la mesure de l'incapacité, au cours de la dernière année, ont mené à l'élaboration du questionnaire de l'ESLA pour 2001, qui fera l'objet d'un essai à l'automne 2000.

À la demande de DRHC, Statistique Canada envisage également l'élaboration d'une composante longitudinale ou de suivi de l'ESLA. Une étude de faisabilité sur les questions de mesure, la méthode d'échantillonnage et les procédures de collecte sera effectuée en 2000 en vue de l'amorce possible de la première phase d'une enquête longitudinale en 2002.

## **Activités relatives à l'Initiative de renouvellement du système de justice pour les jeunes**

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) continue de participer à divers travaux relatifs à l'Initiative de renouvellement du système de justice pour les jeunes, qui s'étend sur six ans, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de la composante législative de cette

initiative, à savoir la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Les activités comprennent :

- *les consultations auprès des secteurs de compétence au sujet des exigences en matière d'information* — Le CCSJ a procédé à des consultations en 1999-2000 auprès des divers secteurs de compétence dans le domaine de la justice, relativement à la modification des exigences en matière d'information découlant des nouvelles dispositions législatives (lesquelles sont toujours sous forme d'ébauche et ces consultations pourraient devoir être reprises lorsqu'on aura mis la dernière main aux détails des nouvelles dispositions législatives). Un rapport des résultats de ces consultations, dont la diffusion est prévue à l'été 2000, servira de base à l'élaboration de plans pour remanier les systèmes d'information en vue de les rendre conformes aux nouvelles dispositions législatives. En outre, le rapport aidera le Centre à adapter le contenu de ses enquêtes existantes;
- *le réaménagement des systèmes d'information des secteurs de compétence* — Les crédits accordés par le Conseil du Trésor pour 1999-2000 comprenaient aussi des ressources pour aider les provinces et les territoires à revoir leurs systèmes d'information automatisés, en vue d'y inclure les nouveaux services et procédures définis dans le projet de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Étant donné que cette loi n'est pas encore définitive, les ressources allouées en 1999-2000 ont été utilisées pour en évaluer les répercussions;
- *la production de données pour le soutien législatif* — Le CCSJ a entrepris diverses activités pour la production de données à l'intention des secteurs de compétence et de Justice Canada, en vue de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des dispositions législatives proposées. Il s'agit notamment de totalisations spéciales de données, de l'élaboration et de la mise en œuvre de nouvelles enquêtes, ainsi que de la création d'une base de données spéciale en vue d'aider les secteurs de compétence à évaluer les répercussions des changements législatifs sur les coûts. De plus, des projets de recherche ont été proposés afin d'examiner le phénomène de la récidive chez les jeunes dans le contexte du système de justice. Le Centre fournit également des conseils professionnels à Justice Canada sur la conception de méthodes de collecte des données en vue d'évaluer les changements découlant de la mise en œuvre des nouvelles dispositions législatives.

## **Égalité des sexes**

À la suite d'une demande de Condition féminine Canada pour la mise à jour des statistiques sur les indicateurs de l'égalité des sexes, et du fait de l'attention accrue que suscitent les enjeux homme-femme et les statistiques et analyses connexes au sein des organismes internationaux, Statistique Canada a produit une nouvelle version des fichiers principaux du Système de comptes du travail total, laquelle s'inspire de l'Enquête sociale générale de 1998. Ces nouvelles données serviront à appuyer une gamme variée d'études sur les questions relatives à l'égalité des sexes et sur les liens entre le travail rémunéré et non rémunéré. On rendra compte des progrès accomplis dans le cadre d'une réunion du groupe de travail des Nations Unies sur l'égalité des sexes et les besoins statistiques connexes qui doit se tenir en octobre 2000.

## **Un Canada branché**

Le gouvernement s'est engagé à favoriser le commerce électronique et à fournir ses services en direct. Afin de suivre les progrès réalisés à cet égard, l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages sert à recueillir des données sur les achats effectués au moyen d'Internet, et une nouvelle enquête touchant l'ensemble des secteurs de l'économie sert à mesurer l'utilisation et l'utilisation prévue des technologies de l'information et des communications par les entreprises

et les institutions publiques. Il s'agit notamment du courrier électronique, des sites Internet, ainsi que des achats et des ventes par Internet. Du fait de la convergence des technologies d'accès à Internet, on recueille des données sur le nombre d'abonnements aux services Internet offerts par les compagnies de câblodistribution et les revenus qui en découlent. Ces enquêtes, ainsi que les résultats qu'elles permettront de fournir, donnent suite aux enjeux stratégiques liés à l'accès des Canadiens aux services Internet.

### **Mesurer le commerce électronique et s'y préparer**

L'intérêt pour le commerce électronique est en pleine croissance, ce qui a poussé Statistique Canada à préparer un système statistique pour la mesure du commerce électronique et de son impact global sur l'économie et la société. L'organisme a lancé un programme pour mesurer l'ampleur du commerce électronique dans le monde des affaires, au fur et à mesure de son évolution. La diffusion des premiers résultats est prévue pour l'été 2000. En plus de mesurer le commerce électronique à l'aide d'une enquête touchant l'ensemble de l'économie, ainsi que les achats électroniques par les ménages, Statistique Canada coordonne la mesure des activités du commerce électronique à l'aide de ses enquêtes annuelles et ce, afin de broser un tableau cohérent et détaillé de l'activité au fur et à mesure qu'elle s'amplifie.

### **Besoins découlant de la réforme du secteur des services financiers au Canada**

En juin 1999, le ministre des Finances a annoncé un nouveau cadre d'action pour le secteur des services financiers qui donnait ainsi suite aux recommandations du groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers au Canada (communément appelé groupe de travail Mackay). Dans sa déclaration, le ministre des Finances a souligné que dans une économie mondiale, le rôle du gouvernement était de s'assurer que le Canada dispose d'un cadre d'action adéquat pour faciliter le changement et pour fixer les règles de base qui en garantiront le déroulement dans le respect des besoins de tous les Canadiens. Les mesures particulières suivantes seront prises pour réaliser les objectifs du gouvernement :

- Statistique Canada sera chargé de recueillir et de publier des données sur l'offre de financement par emprunt et par actions aux petites et moyennes entreprises (PME).
- Industrie Canada sera chargé d'établir un groupe spécialisé sur les finances des PME pour analyser les données de Statistique Canada, mener d'autres enquêtes, continuer les recherches sur la question du financement des PME et présenter au Comité permanent de l'industrie de la Chambre des communes un rapport annuel sur l'état du financement des PME au Canada.
- Afin de combler ces besoins, Statistique Canada instituera deux nouvelles enquêtes. La première sera une enquête annuelle auprès des fournisseurs de financement par emprunt et par actions aux PME. Les répondants seront invités à fournir de l'information sur la nature du financement qu'ils consentent, répartie selon la taille et le secteur d'activité, ainsi que sur diverses caractéristiques de l'emprunteur. Statistique Canada planifie également une enquête auxiliaire auprès des PME mêmes. À l'aide de cette enquête, l'organisme pourra mesurer l'importance de certains types de financement non institutionnel (comme les prêts consentis par des amis et des parents et le crédit obtenu de fournisseurs de stock) et demander aux entreprises dans quelle mesure il leur a été facile ou difficile d'obtenir le financement dont elles avaient besoin.

## **Statistiques sur le commerce étranger affilié**

De la libéralisation de politiques sur le commerce et l'investissement partout au monde découle un besoin d'avoir des données intégrées sur l'investissement et le commerce afin d'assurer l'analyse des politiques et les négociations commerciales. Les résultats seront disponibles en 2001. Ce projet vise à élaborer une nouvelle enquête couvrant les opérations à l'étranger des compagnies canadiennes. Au cours des dernières années, les compagnies canadiennes ont rapidement élargi leurs opérations à l'étranger.

## **Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne**

La Division de l'agriculture vient de publier *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne*, une publication qui s'appuie sur les données du Recensement de l'agriculture et du Recensement de la population, ainsi que sur un large éventail d'autres données de Statistique Canada et de diverses sources. Avec ses 42 articles de fond, le livre traite de sujets tels que le niveau réel des importations de produits alimentaires américains à la suite de l'ALENA, les travailleurs de l'industrie agroalimentaire au Canada, l'histoire de l'irrigation dans l'Ouest du Canada, le profil des néerlandophones (l'un des groupes d'agriculteurs immigrants ayant le mieux réussi au Canada) et le rôle de la femme en agriculture. Il s'agit d'un ouvrage qui s'adresse à un vaste auditoire, y compris les compagnies et les organisations agricoles, les universités et les écoles secondaires, les ministères fédéraux et provinciaux, ainsi que les bibliothèques. Il servira de document de référence principal pour la trousse de l'enseignant qui sera conçue et mise à la disposition des enseignants du secondaire.

## ***Pertinence : Amélioration des programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs***

### ***Modifications apportées aux programmes statistiques en fonction d'avis extérieurs et de l'examen de programmes***

Statistique Canada s'appuie sur de nombreux mécanismes consultatifs qui contribuent à l'examen constant de ses produits statistiques. Les exemples suivants fournissent une indication de leur influence sur les programmes de Statistique Canada.

***Statistique de l'éducation*** — Le plan stratégique de 1997 du Centre de la statistique de l'éducation, qui est le résultat de consultations intensives avec les milieux de l'éducation, faisait ressortir la nécessité d'améliorer la qualité des données, d'élaborer des indicateurs de l'éducation et de mettre en œuvre de nouvelles enquêtes pour combler les lacunes statistiques. Pour améliorer la qualité des données, un comité (le Groupe de travail sur l'amélioration de la qualité du Programme de la statistique de l'éducation), dont font partie des représentants des ministères provinciaux et territoriaux chargés de l'éducation, de même que du Centre de la statistique de l'éducation, a mis au point un plan pour accroître l'actualité des données, et en a entrepris la mise en œuvre. Le Centre a en outre collaboré avec les ministres et le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) en vue de l'élaboration d'indicateurs valables de l'éducation à l'intention du grand public, à des fins d'information, ainsi qu'à l'intention des décideurs et des administrateurs (voir *Indicateurs pancanadiens de l'éducation*). Des résultats ont également été publiés au cours de l'année au sujet de deux nouvelles enquêtes effectuées en 1999 :

- *L'Enquête auprès des diplômés de 1995 qui ont déménagé aux États-Unis* visait à répondre à un besoin accru d'information des ministères chargés des politiques et du grand public à l'égard de l'exode des cerveaux.
- *La seconde Étude sur la technologie de l'information en éducation* a permis de fournir des données comparables à l'échelle internationale sur l'utilisation de la technologie de l'information dans les écoles primaires et secondaires.

**Statistique agricole** — De nouvelles données ont été diffusées au sujet du bétail selon la province et le type d'exploitation agricole (par exemple bovins de boucherie, bovins laitiers). Le besoin de cette nouvelle information provient directement de consultations auprès des utilisateurs provinciaux, ainsi que des besoins de données canadiennes exprimés dans le cadre de l'ALENA et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui ont été précisés dans des ententes relatives au commerce agricole conclues entre les gouvernements canadien et américain. Les catégories provinciales comprennent les secteurs des bovins laitiers et des bovins de boucherie ainsi que des classifications plus spécifiques pour le secteur des bovins de boucherie. Cela permettra une analyse beaucoup plus exhaustive du secteur que par le passé, ce qui est d'une importance cruciale pour l'analyse de l'offre, de la demande et du prix des bovins de boucherie, étant donné le temps nécessaire pour mettre le produit en marché.

**Démographie** — À l'automne 1998, le programme de la démographie a entrepris des consultations dans le but d'évaluer la qualité de ses produits et services. La consultation a été menée auprès de son personnel, des divisions utilisatrices de ses produits et services, du Comité consultatif sur les statistiques et études démographiques et du Comité fédéral-provincial de la démographie. L'évaluation portait sur la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'accessibilité, l'intelligibilité et la cohérence de l'information produite. La revue des programmes a permis de formuler un certain nombre d'approches en vue d'améliorer le programme de la démographie au cours des prochaines années telles que l'amélioration de la qualité des données relatives à la migration internationale ainsi que l'amélioration de la qualité des estimations de la population à l'échelon des subdivisions de recensement.

**Estimations démographiques** — À la suite des rencontres fédérales-provinciales tenues en juin et en octobre 1999, les estimations de l'émigration internationale ont été révisées. Le programme de la démographie a maintenant mis en place de nouvelles méthodes pour estimer l'émigration ainsi que les retours d'émigrants. De plus, les Canadiens, qui sont temporairement à l'étranger sans maintenir de lien de résidence avec le Canada, ne sont pas maintenant soustraits des estimations de la population canadienne.

**Recensement de la population** — En préparation pour le Recensement de 2001, Statistique Canada a maintenu sa tradition de consultation des utilisateurs des données et d'autres personnes intéressées pour obtenir leur point de vue sur le contenu du prochain questionnaire du recensement. Ces consultations ont grandement contribué à l'élaboration du Test du recensement national, dans lequel un certain nombre de suggestions ont été mises à l'essai. Les résultats de ce test, combinés avec les résultats de tests qualitatifs, ont été utilisés pour la rédaction des recommandations définitives présentées au Cabinet à l'automne 1999. Le contenu du recensement a été approuvé et on procède aux derniers préparatifs en vue du Recensement de 2001, qui doit se tenir le 14 mai 2001.



## Exactitude de l'information

L'exactitude de l'information constitue un deuxième aspect auquel Statistique Canada accorde beaucoup d'attention, afin que ses activités et ses produits répondent aux besoins de sa clientèle. L'**exactitude** des données statistiques correspond au degré auquel ces données parviennent à décrire correctement les phénomènes qu'elles visent à mesurer. L'exactitude est généralement exprimée en termes d'erreurs dans les estimations statistiques, à savoir le biais (erreur systématique) et la variance (erreur aléatoire). Elle peut également être décrite en termes de sources principales d'erreur dont découlent les inexactitudes (par exemple la couverture, l'échantillonnage, la non-réponse, la réponse).

Des erreurs de couverture se produisent lorsqu'une liste de personnes, de ménages, d'institutions ou d'entreprises, sur laquelle est fondée une enquête, est incomplète, ce qui fait que les unités absentes ne sont pas représentées dans les résultats de l'enquête. Des erreurs d'échantillonnage surviennent lorsqu'on inclut uniquement un échantillon de répondants dans l'enquête. Les estimations fondées sur un échantillon varieront d'une enquête à l'autre et différeront généralement des résultats fondés sur un recensement complet. La non-réponse vient du fait qu'il n'est pas toujours possible d'obtenir des données de toutes les unités choisies. Des rajustements statistiques peuvent être effectués pour compenser, mais on ne peut être absolument certain que les caractéristiques des non-répondants seront prises en compte de façon appropriée dans les résultats de l'enquête. L'erreur de réponse découle de l'obtention de réponses inexactes, pour un certain nombre de raisons; dans certains cas, elle est décelée et prise en compte, dans d'autres cas, elle s'annule lorsqu'on procède à des agrégations plus importantes des données, et dans d'autres cas encore, elle est impossible à déceler.

Statistique Canada a comme règle d'informer les utilisateurs de la qualité et de la méthodologie des données (voir le *Rapport sur le rendement* de 1997-1998 pour plus de renseignements). Chaque parution de données doit être accompagnée d'une description de la méthodologie et des indicateurs de la qualité des données ou en faire mention. Des indicateurs de couverture, d'erreur d'échantillonnage, ainsi que de taux de réponse sont obligatoires le cas échéant, et il est aussi possible de fournir toute une gamme de mesures supplémentaires suivant la taille du programme et l'importance des estimations.

### **Exactitude : Couverture d'enquête**

Chaque enquête cherche à observer une population cible. Une base de sondage, ou une liste d'unités de cette population cible, est utilisée pour définir et choisir l'échantillon ou les répondants pour l'enquête. Les erreurs de couverture (les omissions, les inclusions erronées, le double emploi, la classification erronée des unités) dans la base de sondage peuvent entraîner un biais dans les estimations produites à partir de l'enquête. Par conséquent, l'exactitude des bases de sondage est cruciale à l'exactitude des résultats d'enquête. Les paragraphes suivants portent sur la couverture des principales bases utilisées pour les enquêtes auprès des entreprises, les enquêtes auprès des ménages et les sources de données administratives.

#### **Enquêtes auprès des entreprises**

La plupart des enquêtes auprès des entreprises utilisent le Registre des entreprises (RE) comme base de sondage. Le RE tente de compiler toutes les entreprises actives au Canada. Il utilise les

données administratives de l'Agence canadienne des douanes et du revenu afin de fournir la meilleure liste à jour des entreprises au Canada. Des études sont menées périodiquement sur le RE pour mesurer la qualité de la couverture ainsi que la qualité de l'information se trouvant sur ce dernier (par exemple les classifications industrielles et géographiques). Depuis 1997, la couverture du RE s'est étendue avec l'utilisation des données relatives à la taxe sur les produits et services (TPS). On estime à plus de 97 % la couverture du RE pour les entreprises qui respectent au moins un des trois critères suivants :

- avoir des effectifs pour lesquels elles versent des retenues à la source auprès de l'Agence canadienne des douanes et du revenu;
- être une entreprise non constituée en société touchant des recettes de ventes estimatives d'au moins 30 000 \$;
- être une entreprise constituée en société en vertu d'une loi fédérale ou provinciale et produire une déclaration de revenu de société.

### **Enquêtes auprès des ménages**

L'Enquête sur la population active (EPA) et bien d'autres enquêtes auprès des ménages font usage d'une base aréolaire commune qui englobe toute la géographie des 10 provinces canadiennes, à quelques petites exceptions près<sup>2</sup>. Les régions géographiques sont tirées au hasard de cette base. Parmi ces régions sélectionnées, des ménages sont choisis au hasard à partir de listes de logements établies pour ces régions. Des problèmes de couverture peuvent surgir si l'on omet certains logements dans ces listes ou si les ménages de logements sélectionnés omettent de déclarer certains de leurs membres. La couverture de l'enquête est surveillée, en partie, en comparant l'estimation de la population totale (obtenue en pondérant l'échantillon de l'enquête) aux estimations officielles des populations aux échelles provinciales et nationale. Cela fournit un indicateur de la couverture directe de l'enquête. Les estimations définitives de l'enquête sont de nouveau pondérées par rapport aux estimations de population officielles de façon à ce que les résultats publiés de l'enquête couvrent correctement la population totale.

Dans le cas de l'EPA, la couverture directe demeure constante depuis trois ans, à près de 90 %. Ce taux a tendance à culminer (à environ 94 %) tout juste après un remaniement d'échantillon (le dernier ayant eu lieu en 1994), puis à décliner graduellement jusqu'au remaniement suivant. Ce taux est aussi surveillé pour certains groupes d'âge-sexe.

Certaines enquêtes auprès des ménages utilisent le téléphone comme base de sondage qui, bien qu'il soit un moyen économique pour la grande majorité des ménages canadiens, omet les ménages qui ne sont pas accessibles par téléphone. La couverture par téléphone est surveillée comme un indicateur de la couverture de ces enquêtes. Dans certains cas, on utilise conjointement une base aréolaire et le téléphone comme base de sondage afin d'améliorer la couverture.

---

<sup>2</sup> Les réserves indiennes, les installations militaires et les institutions sont exclues de l'EPA.

Pour ce qui est des enquêtes qui visent un sous-ensemble particulier de la population, une liste de personnes (ou de ménages) ayant certaines caractéristiques peut être utilisée comme base de sondage s'il en existe une. Une telle liste peut être dérivée d'une source de données administratives (voir ci-dessous), ou, comme dans le cas des enquêtes postcensitaires, du Recensement de la population. Par exemple, les enquêtes sur la santé et les limitations d'activités qui ont été menées après les Recensements de 1986 et de 1991 utilisaient comme base de sondage l'ensemble de personnes ayant déclaré une limitation d'activités au recensement. La couverture de telles enquêtes est évaluée en fonction de la couverture de la liste de base.

### **Sources de données administratives**

Les sources de données administratives (comme les fichiers d'impôts ou les documents d'importation et d'exportation) sont utilisées comme source de renseignements statistiques pour certains programmes. En soi, l'exactitude de la couverture se trouve, dans une large mesure, déjà au sein de la source de données. Pour les sources désignées aux fins d'un programme réglementaire ou gouvernemental, on peut s'attendre à ce que la couverture soit complète pour cette population cible. Statistique Canada doit évaluer la pertinence de cette population cible en matière des besoins statistiques qu'il tente de satisfaire. L'organisme peut entreprendre des processus de réconciliation ou de rajustement fondés sur des sources de renseignements supplémentaires ou corroborées afin de mieux aligner la couverture administrative avec les besoins statistiques. Compte tenu de leur exhaustivité, les statistiques provenant de sources administratives sont également utilisées pour améliorer la couverture et l'exactitude des statistiques qui proviennent d'enquêtes.

### ***Exactitude : Erreur d'échantillonnage***

L'échantillonnage est un important moyen d'assurer une répartition plus efficace des ressources, de garantir la pertinence adéquate des programmes, de produire des résultats plus rapidement et d'améliorer d'autres façons l'exactitude des données. Grâce à l'échantillonnage, Statistique Canada peut faire plus avec moins et, en optimisant des plans d'échantillonnage, il peut garantir une plus grande fiabilité des données.

Comme il a été noté précédemment, on peut s'attendre à ce que les estimations fondées sur un échantillon varient d'un échantillon à l'autre, et diffèrent aussi des résultats d'un recensement complet. L'importance de ces écarts et de ces différences dépend notamment du plan d'échantillonnage. On peut estimer à partir des données d'échantillon la fiabilité de chaque estimation découlant d'un échantillon particulier. La mesure de la fiabilité qui est utilisée le plus fréquemment est le « coefficient de variation » ou « c.v. ».

Un faible c.v. signifie un degré élevé de confiance du point de vue de la fiabilité statistique de l'estimation connexe. Inversement, un c.v. plus élevé signifie un plus faible degré de confiance du point de vue de la fiabilité statistique<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Un c.v. exprime la variabilité en pourcentage de l'estimation. Normalement, une étendue de plus ou moins 2 c.v. autour de l'estimation fournit un intervalle de confiance de 95 % pour la valeur estimée.

Le tableau 3 présente les coefficients de variation pour les estimations ou les résultats principaux des enquêtes essentielles à la mission.

**Tableau 3 Coefficients de variation pour les enquêtes essentielles à la mission**

<i>Enquêtes essentielles à la mission</i> <sup>1</sup>		Coefficients de variation (%)			
		Estimation	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Enquête sur la population active					
Emploi	Total — Emploi	0,3	0,3	0,3	0,3
Chômage	Total — Chômage	1,7	1,8	1,8	1,9
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières <sup>2</sup>					
	Total — Livraisons	0,2	n.c.	n.c.	0,5
Commerce de gros — mensuel					
	Total — Ventes de gros	1,4	1,3	0,9	1,1
Commerce de détail — mensuel					
	Total — Ventes au détail	1,3	1,0	0,9	1,1
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures <sup>3</sup>					
	Employés	0,3	0,2	0,1	0,4
Enquête financière trimestrielle <sup>4</sup>					
	Revenus et profits	n.c.	n.c.	n.c.	< 5 %

n.c. = non calculé

1. Le présent tableau omet les enquêtes essentielles à la mission suivantes : l'Indice des prix à la consommation, le commerce international, le produit intérieur brut mensuel et l'Indice des prix des produits industriels. Ces enquêtes n'utilisent pas d'échantillonnage aléatoire pour la production de leurs estimations.
2. L'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières a récemment été remaniée, période durant laquelle le c.v. n'a pas été calculé.
3. L'augmentation du c.v. pour l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures découle de changements dans la méthode de calcul. On ne dispose pas de corrections historiques.
4. L'Enquête financière trimestrielle a été remaniée. Étant donné que celle-ci est achevée, le suivi de cet indicateur est maintenant calculé et continuera de l'être pour les années à venir.

Les c.v. présentés au tableau 3 sont très faibles (ce qui fait que les estimations sont considérées comme très fiables), et correspondent à l'importance de ces programmes. Des résultats plus désagrégés de ces programmes auraient tendance à comporter des c.v. plus élevés, étant donné que généralement, plus la taille du domaine ou du sous-groupe d'intérêt à l'intérieur de la population diminue, plus les c.v. des estimations s'y rapportant sont élevés. En 1999-2000, l'introduction d'un nouveau système d'estimation dans l'Enquête sur la population active a diminué de façon importante les c.v. d'un grand nombre des estimations détaillées selon la province et l'industrie que l'enquête produit.

### **Exactitude : Taux de réponse**

La précision des données diffusées par Statistique Canada est directement liée à la précision des données fournies par les répondants dans le cadre des enquêtes et des recensements de l'organisme. Ainsi, le pourcentage de répondants à qui on demande de fournir des données et qui en fournissent effectivement représente une indication importante de la précision. Cet élément est généralement désigné sous le nom de taux de réponse (exprimé en pourcentage). On peut s'attendre à ce que plus le taux de réponse est élevé, plus la précision des résultats d'enquête est grande. Le tableau 4 ci-dessous fournit des taux de réponse pour les enquêtes essentielles à la mission de Statistique Canada.

**Tableau 4 Taux de réponse pour les enquêtes essentielles à la mission***Enquêtes essentielles à la mission*<sup>1</sup>

	<i>Taux de réponse</i>			
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Enquête sur la population active	95 %	95 %	95 %	94 %
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières <sup>2</sup>	97 %	96,6 %	97,6 %	96,3 %
Commerce de gros — mensuel	90 %	90,4 %	91,8 %	92,2 %
Commerce de détail — mensuel	94,1 %	93,5 %	93,3 %	92,1 %
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (composante du revenu)	77,7 %	79,6 %	82,6 %	80,9 %
Enquête financière trimestrielle <sup>3</sup>	83,4 %	83,1 %	79,6 %	79,7 %
Indices des prix des produits industriels	90 %	90 %	90 %	90 %

1. Le présent tableau omet l'Indice des prix à la consommation, le commerce international et le produit intérieur brut mensuel et trimestriel, pour lesquels on ne recueille pas de données directement auprès des répondants.

2. La diminution du taux de réponse pour l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières est le résultat d'une nouvelle méthode de calcul du taux de réponse qui a suivi le remaniement de l'enquête.

3. L'Enquête financière trimestrielle a fait l'objet d'un remaniement complet au cours des deux dernières années. La nouvelle méthodologie a nécessité le tirage d'un autre échantillon et, du fait de problèmes techniques subséquents, il a fallu ajouter 2 000 autres répondants. Ces changements ont donné lieu à une diminution du taux de réponse au cours des deux dernières années.

On convient de façon générale qu'il est impossible d'obtenir un taux de réponse de 100 % pour la plupart des enquêtes. L'organisme déploie des efforts raisonnables pour obtenir un taux de réponse acceptable (ainsi que des réponses précises), et pour produire des données en temps opportun sans imposer de fardeau indu aux répondants. Cela est généralement le résultat, entre autres, d'une bonne conception du questionnaire, de l'utilisation de procédures et d'opérations vérifiées qui ont fait leur preuve, de la communication aux répondants des renseignements nécessaires aux fins de la collecte des données, du contact avec les non-répondants et des rajustements statistiques appropriés des données en l'absence d'une réponse complète. Dans le cas des programmes de statistiques économiques ou de statistiques sur les entreprises, l'accent est mis principalement sur le suivi auprès des répondants qui contribuent le plus aux estimations.

L'organisme entretient activement ses relations avec les répondants par l'initiative d'un nouveau programme. Le programme est conçu pour élaborer des lignes directrices et des normes de conduite pour les enquêtes auprès des ménages et auprès des entreprises, ainsi qu'un compendium des « meilleures pratiques ». Dans le cadre du programme, on élaborera aussi une centrale d'expertise destinée aux gestionnaires d'enquêtes afin d'appuyer leurs efforts pour communiquer efficacement avec les répondants. De plus, on fournira de la formation aux intervieweurs sur la façon de gérer l'absence de réponse, ainsi que du matériel de communication pour les répondants, en expliquant d'une manière compréhensible la nécessité de participer pour chaque répondant.

## ***Exactitude : Analyses périodiques des modèles de révision des données statistiques***

Les séries chronologiques économiques et socioéconomiques sont des dossiers statistiques de l'évolution de processus économiques dans le temps, habituellement compilés pour des périodes consécutives telles que les mois, les trimestres et les années. En soi, les séries chronologiques sont un outil important pour comprendre les tendances et les causes sous-jacentes des phénomènes sociaux et économiques. Les révisions apportées aux estimations statistiques influent donc directement sur les utilisateurs de renseignements statistiques en modifiant la compréhension qu'ils ont de ces phénomènes et donc aussi sur les décisions qu'ils prennent.

Statistique Canada prend les mesures nécessaires pour réduire le nombre de révisions des estimations statistiques en facilitant la déclaration, en s'assurant que les questionnaires sont facilement compris, en utilisant de nouvelles technologies afin de mieux s'adapter aux capacités des répondants de déclarer des données et en faisant des examens internes pour s'assurer que les procédures de collecte et de traitement des données donnent de bons résultats. Évidemment, les révisions ne sont pas uniquement le fait d'un cycle de traitement incomplet. D'autres activités prévues, y compris les modifications des systèmes de classification ou du panier de biens et de services, sur lesquelles les indices sont fondés, donnent aussi lieu à des révisions. Toutes les révisions des séries de l'organisme sont effectuées en vue d'établir un équilibre entre les exigences concurrentes de précision et d'actualité.

### **Actualité de l'information**

On entend par **actualité** deux aspects distincts. Pour les programmes courants, il s'agit habituellement du temps qui s'écoule entre la fin de la période de référence et la parution des données. Pour une enquête unique ou nouvelle, il peut s'agir du temps qui s'écoule entre le moment où le besoin est connu et la parution des données. On pourrait mieux dire dans ce dernier cas qu'il s'agit de « réactivité ». L'évaluation du rendement porte surtout sur le premier sens. L'actualité est clairement visible pour les utilisateurs et facile à déterminer. Le choix d'un objectif pour l'actualité est étroitement lié à la pertinence puisque l'information peut ne pas être utile si elle n'est pas disponible à temps. Étant donné les cibles visées pour l'actualité, deux mesures de rendement sont utiles. La première est l'existence de dates de diffusion annoncées à l'avance pour les séries régulières, et le respect de ces dates. La deuxième tient aux améliorations apportées, soit parce que les cibles ont été modifiées, soit parce qu'elles ont été dépassées. Cette mesure doit toutefois être envisagée concurremment avec d'autres facteurs puisque les améliorations obtenues aux dépens de l'exactitude ou à un coût prohibitif peuvent ne pas constituer une amélioration du rendement global. Il faut par conséquent établir un juste équilibre entre l'actualité et la fiabilité statistique.

À cette fin, Statistique Canada tient compte des préférences des utilisateurs. Par exemple, on pourrait améliorer l'actualité en publiant des estimations statistiques fondées sur les résultats provisoires (plutôt que finaux) des enquêtes. Toutefois, les clients ont toujours été en faveur du maintien de l'actualité présente, surtout si une actualité accrue devait entraîner par la suite des révisions statistiques plus étendues ou la réduction du niveau de détail. En outre, les utilisateurs accordent beaucoup d'importance à la prévisibilité des dates de diffusion.

## **Actualité : Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion**

Le temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion pour les enquêtes essentielles à la mission est une mesure de l'actualité de l'information qui permet de vérifier la pertinence des statistiques sur le plan de la « fraîcheur » de l'information publiée. Le tableau 5 met en évidence l'actualité de l'information d'un ensemble choisi de grandes publications.

**Tableau 5 Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion (enquêtes essentielles à la mission)**

Enquêtes essentielles à la mission	Fréquence	Objectif d'actualité*
Enquête sur la population active	Mensuelle	21 jours
Indice des prix à la consommation	Mensuelle	21 jours
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle	48 jours
Commerce international	Mensuelle	49 jours
Commerce de gros et de détail — mensuel	Mensuelle	52 jours
Produit intérieur brut		
Mensuel	Mensuelle	60 jours
Trimestriel	Trimestrielle	60 jours
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (composante du revenu)	Mensuelle	60 jours
Enquête financière trimestrielle	Trimestrielle	55 jours
Indices des prix des produits industriels	Mensuelle	30 jours

\* Les objectifs d'actualité sont exprimés en jours civils. Ils représentent une indication du délai prévu entre le dernier jour de la période de référence auquel les résultats se rapportent et le jour où les données sont diffusées au public. Les objectifs d'actualité peuvent varier, par exemple, en fonction du nombre de jours ouvrables d'un mois donné.

L'actualité de la diffusion de l'enquête est généralement assez stable et les changements se produisent sur une longue période. On apporte souvent des changements lorsque les enquêtes sont soumises à d'importantes restructurations. En 1999-2000, l'organisme a diffusé 261 produits pour lesquels on avait établi au préalable une date de diffusion (tous ces produits, sauf quatre, ont été diffusés au moment prévu). La section intitulée « Autres renseignements » qui se trouve à la fin du présent rapport fournit une liste plus complète des diffusions majeures comportant une date de diffusion préétablie.

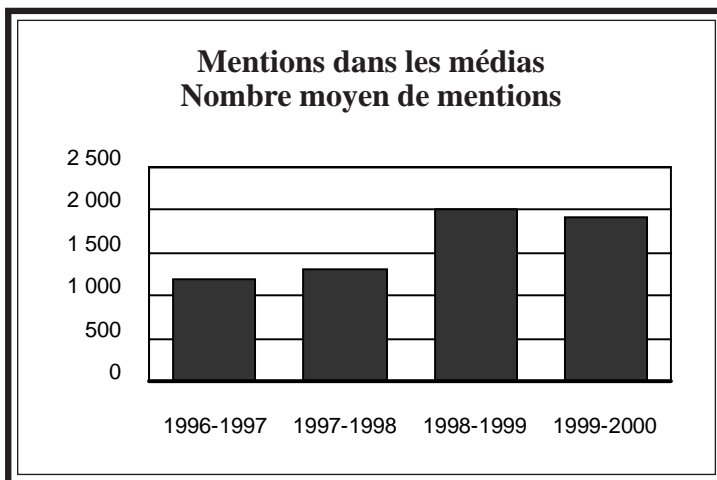
## **Accessibilité de l'information**

On entend par **accessibilité** la disponibilité de l'information détenue par l'organisme. Cela comprend l'existence de modes appropriés de diffusion de l'information à diverses clientèles, la disponibilité des catalogues ou des outils de recherche permettant aux utilisateurs de savoir ce qui est disponible et comment l'obtenir, et un accès abordable et pratique aux données pour les divers groupes d'utilisateurs.

Les données ci-dessous concernant le rendement font état des réalisations de l'organisme à cet égard en 1999-2000.

### **Accès par l'entremise des médias**

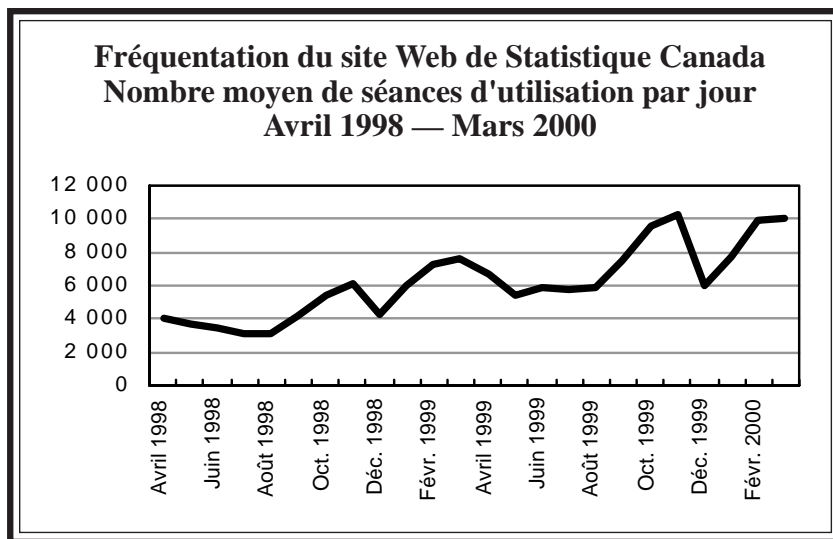
Les médias sont un maillon essentiel de la communication des produits et des diffusions de données de Statistique Canada au grand public. L'organisme fait le suivi de la couverture par les médias de ses produits et diffusions de données dans 32 journaux, 3 services de presse et 5 réseaux nationaux de radio et de télévision. Même si le suivi a touché 5 sources de moins en 1999-2000, le nombre moyen de mentions par mois dans les médias est demeuré élevé (1 925 par rapport à 2 000 l'année précédente). Cela montre la grande couverture médiatique dont ont bénéficié les diffusions de l'organisme dans les médias qui ont fait l'objet d'un suivi.



### **Accès par l'intermédiaire d'Internet**

Dans ses efforts de commercialisation et de diffusion de son information, Statistique Canada s'applique surtout à rendre son information plus accessible à ses divers publics. À mesure qu'évoluent les technologies, une proportion de plus en plus grande de clients de l'organisme ont accès à Internet de sorte que le site de Statistique Canada (<<http://www.statcan.ca>>) devient le véhicule privilégié de diffusion.

Comme le montre le graphique ci-contre, l'utilisation du site Internet de Statistique Canada a plus que doublé au cours des deux dernières années. Entre avril 1998 et mars 2000, le nombre moyen de séances-utilisateurs (c'est-à-dire les visites du site Internet de Statistique Canada) par jour est passé de 4 100 à 10 100. Depuis le lancement du site, en mars 1995, la fréquentation a augmenté constamment pour dépasser 2,7 millions de séances-utilisateurs en 1999-2000.





Outre la croissance générale de l'utilisation d'Internet, l'augmentation de la fréquentation du site Internet de l'organisme est attribuable aux éléments suivants :

- une augmentation du volume d'information disponible;
- la publicité relative au site URL dans des publications visant des publics clés;
- l'inclusion de l'URL dans les communications externes;
- l'inscription du site dans plus de 200 moteurs de recherche;
- la promotion du site auprès des établissements primaires, secondaires et postsecondaires par le Programme d'action directe en éducation.

On s'attend à ce que la fréquentation du site continue d'augmenter du fait de la participation active de l'organisme à l'initiative « Gouvernement en direct ».

Une étude effectuée en novembre 1999, afin d'établir le profil des visiteurs du site et de mesurer leur degré de satisfaction, a révélé une augmentation du nombre de visiteurs parmi toutes les catégories d'utilisateurs visées : élèves (qui représentent 40 % de tous les visiteurs); cadres supérieurs; chercheurs dans le domaine social; économistes; et chercheurs universitaires. La satisfaction globale à l'égard du site est élevée. Au total, 87 % des personnes qui faisaient partie de l'échantillon ont indiqué qu'elles visiteraient le site à nouveau, alors que 82 % ont indiqué qu'elles recommanderaient le site à d'autres. Les services aux entreprises constitueront un aspect important des activités de commercialisation et d'élaboration du site au cours de l'année qui vient.

Par ailleurs, en 1999, Statistique Canada a obtenu le prix du meilleur produit en direct pour la catégorie générale des établissements, dans le cadre des « Canadian Online Product Awards » de 1999. Ce prix fait suite à la reconnaissance du site par Dow Jones et, plus récemment, par Yahoo Canada. Parallèlement, l'organisme a continué de mettre l'accent sur l'expansion et l'amélioration de son site. Un module « Séminaires et conférences » a été ajouté à la page d'accueil en vue de faire la promotion des conférences et des ateliers parrainés par Statistique Canada, ainsi que des autres conférences et délibérations statistiques à l'échelle internationale. À la suite des réactions des clients, un certain nombre d'améliorations ont été apportées au contenu et aux fonctions du site afin que les visiteurs disposent d'une somme plus importante d'information et d'un accès plus facile à celle-ci :

- capacité de recherche améliorée;
- étiquetage thématique du contenu du site permettant aux utilisateurs d'accéder aux données dans 26 domaines généraux;
- modalités améliorées de commande des publications et d'autres produits courants;
- accès à la plupart des publications électroniques sans frais (totalisant maintenant plus de 230 titres courants et 400 documents de recherche).

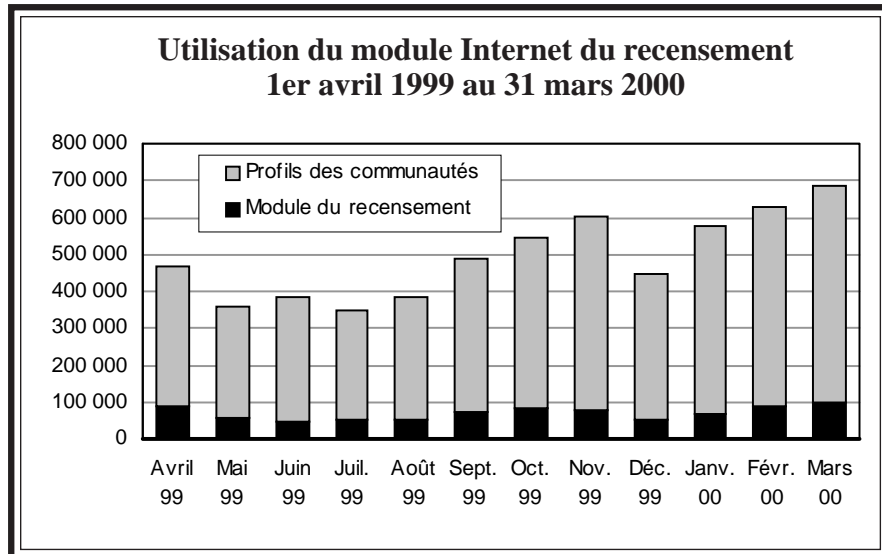
En 1999-2000, 11 % de tous les visiteurs du site ont consulté le module « Produits et services », qui comprend à la fois des publications en vente et des publications gratuites. « Le Canada en statistiques » continue d'être le module le plus populaire. Ce module comprend plus de 375 tableaux statistiques d'intérêt général et continuera d'être élaboré en fonction de l'intérêt manifesté par les utilisateurs. Parmi les autres modules populaires figurent le « Recensement de la population », « Les Nouvelles du Quotidien » et le « Profil statistique des communautés canadiennes ».

## Accessibilité : Recensement de la population

Le module du recensement lancé en avril 1997 comprend de l'information sur les caractéristiques sociales et économiques de la population canadienne à partir des données du Recensement de 1996. Des tableaux de données nationales et provinciales du Recensement de l'agriculture de 1996 sont également présentés à l'intérieur de ce module.

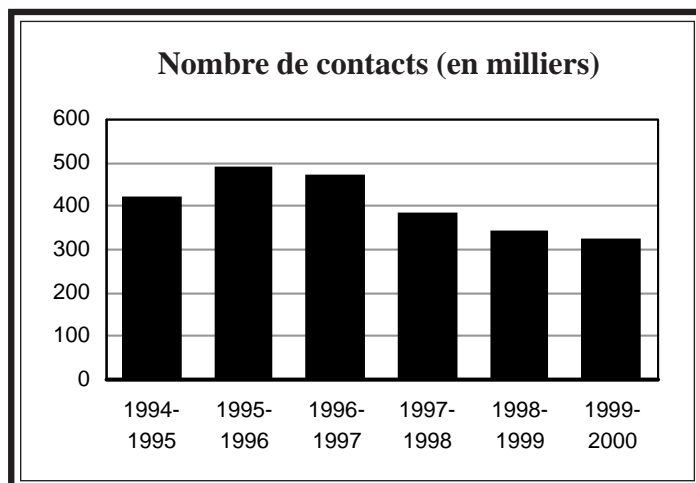
En 1999-2000, le module

« Profil statistique des communautés canadiennes » a été amélioré en vue d'inclure des statistiques additionnelles sur la santé, à savoir les naissances et les décès dans les principales régions métropolitaines du Canada. Le « Profil statistique des communautés canadiennes » comprend un sommaire de trois pages pour les 6 000 grandes villes, villes et villages au Canada. Il est visité par près du quart de tous les utilisateurs du site de l'organisme, et sera amélioré encore au cours de l'année qui vient en vue d'intégrer les données de l'Institut canadien d'information sur la santé concernant l'état de santé et les systèmes de santé.



## Accessibilité : Contacts des clients avec les bureaux régionaux

Statistique Canada répond gratuitement aux demandes courantes de renseignements. On fournit les données aux demandeurs, ainsi que des conseils sur la façon d'accéder aux renseignements statistiques et de les utiliser. Dans le cas des demandes plus complexes, les bureaux régionaux offrent des services consultatifs aux clients, selon une formule de recouvrement des coûts. La demande pour ces services personnalisés continue d'augmenter.

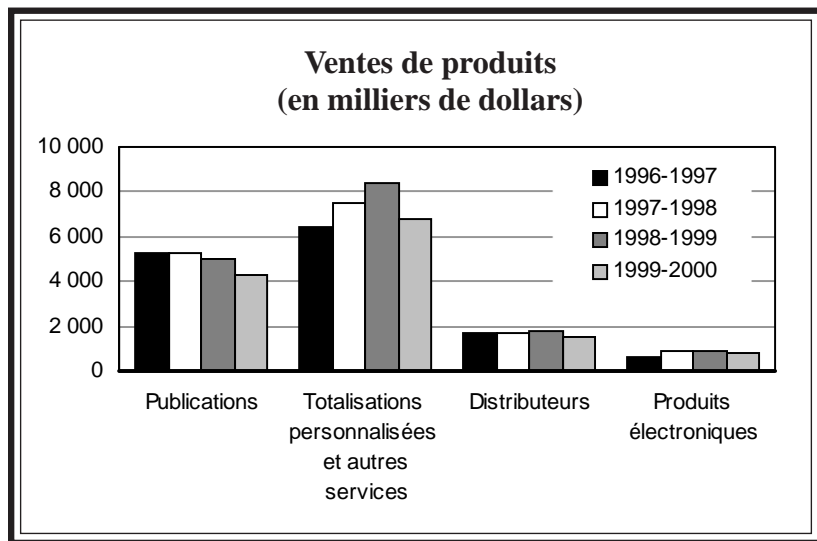


Les personnes qui visitent les centres de consultation de l'organisme peuvent consulter gratuitement les publications de Statistique Canada. Il existe un service de renseignements sans frais et un service de messagerie électronique qui servent à répondre aux questions fréquemment posées de sorte que les personnes qui ne se rendent pas aux bureaux puissent également obtenir de l'information<sup>4</sup>.

En 1999-2000, 321 000 personnes ont communiqué avec les services de renseignements dans les bureaux régionaux de Statistique Canada. La diminution par rapport aux années précédentes est normale étant donné le cycle quinquennal du recensement et le fait qu'Internet sert davantage à la consultation. De plus en plus, les demandes de recherche s'effectuent auprès des agents de demandes de renseignements au moyen du téléphone, du télécopieur et du courrier électronique.

### **Accessibilité : Ventes**

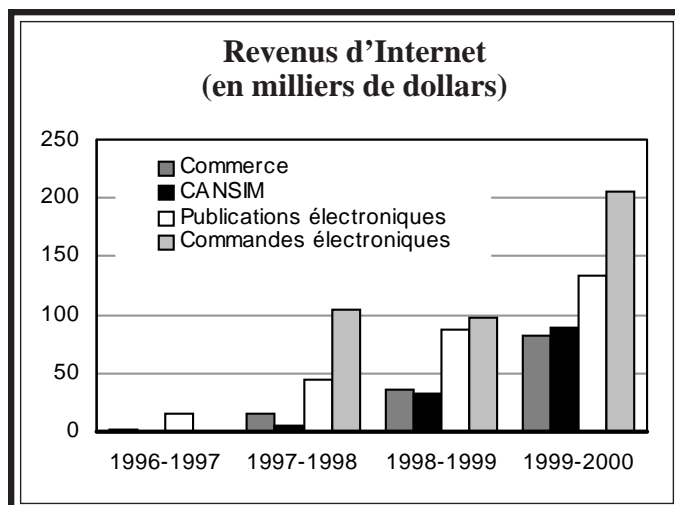
Selon les commentaires des clients et les études de marché, l'organisme a observé les tendances ci-dessous dans le marché de l'information pour ses produits. Les clients indiquent qu'ils préfèrent les « solutions », c'est-à-dire les produits sur mesure pour l'information dont ils ont besoin, et montrent une préférence croissante pour Internet. Les recherches démontrent que près de la totalité des clients-payeurs de Statistique Canada ont accès à



Internet. C'est ainsi que les publications d'intérêt plus limité sont maintenant diffusées grâce au site électronique de l'organisme même si la version imprimée est encore disponible sur demande. En outre, les publications plus connues de l'organisme ont été réorganisées afin qu'on puisse les consulter dans le site Internet. Les clients accordent beaucoup d'importance à la rapidité du service et achètent de plus en plus l'information au moment où ils en ont besoin. Grâce aux nouveautés technologiques, les consommateurs d'information peuvent chercher et récupérer la dernière information sur un sujet, souvent à partir de toute une gamme de sources. En réaction à ces attentes, Statistique Canada offre maintenant l'accès en ligne aux statistiques sur le commerce et à CANSIM — le Système canadien d'information socioéconomique — par l'entremise d'Internet (la base de données CANSIM, qui contient plus de 800 000 données chronologiques, est diffusée aux utilisateurs de l'information en ligne depuis 1976). En 1999-2000, la baisse des ventes de produits personnalisés est attribuée à une diminution des revenus découlant des produits du Recensement de 1996, ce qui est normal compte tenu du cycle quinquennal du programme de recensement.

<sup>4</sup> Voir la section V du présent rapport pour obtenir plus de détails au sujet des bureaux régionaux et le numéro sans frais.

Les ventes électroniques comprennent les revenus découlant de la vente des publications électroniques CANSIM, des données sur le commerce et d'autres produits courants commandés au moyen d'Internet. Même si ces ventes représentent seulement 4 % des ventes totales, elles ont connu une augmentation de 200 % depuis 1997-1998, et devraient augmenter encore plus rapidement avec l'avènement du nouveau service CANSIM II de Statistique Canada et du fait de l'expansion générale du commerce électronique.



### **Accessibilité : Partenariats**

L'accès aux produits et services de Statistique Canada est aussi facilité grâce aux partenariats avec diverses organisations des secteurs privé et public.

### **Partenaires du secteur privé**

Depuis 1981, un groupe de distributeurs secondaires du secteur privé, dont le nombre s'élève maintenant à plus de 40, sont titulaires d'une licence pour revendre et réorganiser les données, surtout les fichiers de CANSIM, du recensement et de la géographie. Ces entreprises fournissent en général une valeur ajoutée que Statistique Canada n'offre pas pour combler les besoins particuliers des consommateurs et des spécialistes des marchés interentreprises.

Au cours des quatre dernières années, l'organisme a adopté de nouvelles modalités d'octroi des licences, sur la base des recherches effectuées de concert avec les intervenants du secteur croissant de l'information au Canada. Les résultats montrent que les petites entreprises veulent un accès plus facile à Statistique Canada. Depuis la diffusion du cycle du Recensement de 1996, il existe des nouvelles modalités conçues pour que ces entreprises puissent offrir des services de recherche et d'analyse à valeur ajoutée pour répondre aux besoins en information spécialisés de segments de marché étroits.

- **Distributeurs secondaires**
  - Nouvelles modalités d'attribution des licences
  - Évolution du mandat des distributeurs
  - Expansion d'Internet
- **Partenariats avec les provinces et les territoires**
- **Accès à l'information par l'entremise des bibliothèques**
- **Partenariats avec les universités et les collèges du Canada**
- **Nouveaux partenariats pour le Recensement de la population**

Le site Internet de l'organisme et le catalogue des produits et services font la promotion des partenaires du secteur privé de Statistique Canada, qui sont nombreux parmi les grands fournisseurs d'information au Canada. Cette activité pourrait prendre de l'importance au cours des années qui viennent, grâce à des initiatives comme « Un Canada branché » et « Gouvernement en direct », et elle devrait élargir l'accès à l'information dans la société canadienne.

## **Partenaires du secteur public**

Statistique Canada entretient des relations actives de partenariat avec les provinces et les territoires, y compris avec le Nunavut, depuis 1999-2000. Il convient de souligner particulièrement les initiatives qui ont été prises dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice et des statistiques économiques provinciales.

*Santé* — Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui comprend notamment des hauts représentants des provinces et du secteur privé et le statisticien en chef du Canada.

**Liens bilatéraux avec les principaux ministères fédéraux et les représentants provinciaux :**

**Finances, Industrie, Santé, Développement des ressources humaines, Environnement, Agriculture, Transports, Office des transports du Canada, Agence canadienne des douanes et du revenu, Patrimoine, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Citoyenneté et Immigration, le conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation et le Conseil de l'information juridique.**

*Éducation* — Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

*Justice* — Le Conseil de l'information juridique, qui se compose de sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes en matière de justice et du statisticien en chef, conseille ce

dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

*Statistiques économiques provinciales* — Le but du Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales est de rehausser la qualité des statistiques économiques provinciales du Canada en produisant chaque année des comptes d'entrées-sorties provinciaux et territoriaux et des comptes économiques provinciaux qui seraient utilisés par les ministères des Finances des administrations fédérale et provinciales afin de calculer la répartition des recettes totales. À cette fin, Statistique Canada doit souvent communiquer avec les ministères des Finances des administrations provinciales.

Il existe au sein de chaque gouvernement provincial et territorial un coordonnateur statistique à qui l'organisme fournit toute une gamme de produits d'information pour répondre aux besoins d'information statistique des administrations provinciales et territoriales concernées. Les partenariats avec le secteur public prendront de l'importance, étant donné qu'un nombre croissant de ministères et d'organismes fédéraux et provinciaux fournissent des renseignements à leurs groupes d'intérêts par l'entremise d'Internet.

L'organisme participe aussi à de nombreux prototypes de projets « Gouvernement en direct » du gouvernement fédéral (Export Source; Investir au Canada), et ses données seront accessibles par l'entremise de tous les portails du site et de la plupart des grappes électroniques en 2000-2001. Par ailleurs, un partenariat important existe maintenant entre Élections Canada et Statistique Canada pour le maintien et l'expansion d'un réseau routier national. Au cours de la dernière

année, ce partenariat s'est raffermi grâce à la gestion conjointe du projet de la Base de données géographiques nationales. Celui-ci a eu pour résultat la création d'un réseau routier numérique facile d'accès, intégré et à jour, qui constitue un élément essentiel et intégral de l'infrastructure de données spatiales utilisée à l'appui des activités du recensement. Les efforts d'élaboration et de maintien de cette nouvelle base de données intégrée ont été considérables et n'ont pu être possibles que grâce à ce partenariat. La réussite du partenariat d'Élections Canada et de Statistique Canada a été reconnue par d'autres ministères fédéraux.

Le Programme des services de dépôt (PSD) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est un autre mécanisme important permettant à Statistique Canada de diffuser son information sans frais à tous les Canadiens. Le PSD a pour objectif d'offrir l'accès à l'information fédérale par l'entremise de bibliothèques de dépôt situées un peu partout au Canada. La transition continue des produits imprimés à des fichiers électroniques disponibles par Internet a fait en sorte que les publications de l'organisme sont mises à la disposition d'un plus grand nombre de bibliothèques et, par conséquent, elles sont accessibles sans frais à un plus grand nombre de Canadiens.

### **Partenaires de l'éducation**

Dans le cadre d'un Programme d'action directe en éducation, on a mis l'accent sur l'établissement de partenariats solides avec les écoles et les éditeurs de manuels scolaires, sous forme imprimée et électronique, au Canada. L'organisme a investi dans ce secteur afin d'améliorer le degré de familiarité avec les données statistiques et d'élargir leur utilisation à long terme. La croissance rapide de l'utilisation du site Internet de l'organisme par les élèves peut être attribuée au travail des analystes-conseils de l'éducation dans chaque bureau régional, ainsi qu'aux partenariats avec les réseaux provinciaux de l'enseignement, les conseils scolaires, le programme RESCOL et les facultés d'éducation qui assurent la formation des nouveaux enseignants. Les efforts déployés par Statistique Canada à cet égard ont été largement reconnus.

### **Partenariat avec le monde universitaire**

L'Initiative de démocratisation des données (IDD) a vu le jour à la suite des demandes de chercheurs canadiens, pour qu'ils aient accès plus facilement aux fichiers de données électroniques de Statistique Canada aux fins de la recherche et de l'enseignement dans les universités. L'IDD a été approuvée en 1996, et a vu le jour en tant que projet pilote d'une durée de cinq ans. À peu près toutes les universités et de nombreux collèges au Canada participent au projet. Le soutien accordé à l'IDD et la participation à celle-ci par les divisions qui produisent des données à Statistique Canada sont demeurés élevés. Au fil des ans, les établissements d'enseignement participants ont fermement manifesté leur désir que l'IDD devienne une initiative permanente. D'autres suggestions d'améliorations, par exemple une documentation améliorée des fichiers de données en vue d'élargir la recherche et l'accès, sont intégrées à un plan d'action. L'IDD est une initiative clé de l'autoroute de l'information au Canada et a permis la création d'un réseau d'apprentissage pour les utilisateurs des données et les experts partout au pays. À plus long terme, on s'attend à ce que cela entraîne une plus grande utilisation des données canadiennes pour les recherches universitaires et stratégiques, dans les universités, ainsi qu'une utilisation plus grande des données canadiennes par les diplômés au moment de leur entrée sur le marché du travail.

## **Centres de données de recherche**

L'une des difficultés que posent les fichiers de données longitudinales est la production de fichiers de microdonnées à grande diffusion suffisamment détaillés pour répondre aux besoins des chercheurs tout en assurant la confidentialité des répondants. Cette difficulté a probablement réduit la quantité d'analyses que font les chercheurs en politique publique en général. De toute évidence, on doit faire davantage pour promouvoir des recherches pertinentes en matière de politiques à l'aide des nouvelles données longitudinales et d'autres ensembles de données qui sont maintenant produites.

Pour venir à bout de ce problème, Statistique Canada a mis sur pied, en collaboration avec le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada, un groupe de travail composé d'éminents chercheurs et de statisticiens canadiens. Le groupe de travail a décelé trois grands obstacles à l'exploitation analytique des fichiers de données par les universitaires :

- le nombre insuffisant de chercheurs formés dans le domaine de l'analyse quantitative;
- la difficulté d'accéder aux microdonnées détaillées recueillies par Statistique Canada;
- le manque de liens efficaces entre les chercheurs et les intervenants du domaine de l'élaboration des politiques publiques.

En janvier 1999, le groupe de travail mixte a recommandé à Statistique Canada et au CRSH d'élaborer un système de recherche intégré en statistique sociale. Le groupe de travail a aussi recommandé la création d'un système de centres de données de recherche partout au pays, centres où les chercheurs pourront avoir accès aux microdonnées complexes, mais où la confidentialité de l'information pourra être assurée conformément aux dispositions de la *Loi sur la statistique*.

En réponse, l'organisme envisage d'établir une série de sites universitaires qui seraient essentiellement des prolongements de Statistique Canada et qui fonctionneraient dans le respect des mêmes mesures strictes de sécurité que celles régissant ses propres travaux (un employé à temps plein de Statistique Canada travaillerait en tout temps dans chaque centre). Afin d'être évaluées par des pairs, les demandes d'utilisation des données présentées par les chercheurs seraient acheminées à un comité dirigé par le CRSH dont ferait partie un représentant de Statistique Canada. Sa demande approuvée, le cas échéant, le chercheur prêterait serment en vertu de la *Loi sur la statistique* et pourrait alors accéder aux données en respectant les mêmes conditions de sécurité que les propres employés de Statistique Canada. Toutes les données retirées physiquement de lieux sûrs seraient soigneusement examinées pour assurer la confidentialité.

Les chercheurs fourniraient également un rapport des résultats de leur recherche. Ces résultats seraient soumis au contrôle rigoureux par les pairs et l'établissement. Statistique Canada pourrait alors publier les résultats. L'organisme est à discuter de la mise sur pied d'un premier ensemble de centres de données de recherche, au cours de la nouvelle année.

## **Accessibilité : Satisfaction des clients**

En tant qu'organisme de services, Statistique Canada est attentif au fait que son efficacité dépend fortement de sa capacité de satisfaire les besoins des utilisateurs. Tel qu'il est illustré ci-dessous, un certain nombre de mesures ont été mises en place afin de permettre à l'organisme d'améliorer la prestation de ses services et d'en surveiller l'évolution de manière continue.

## Service et normes de service

Des services d'analystes-conseils ont été mis en place dans chacun des bureaux régionaux de Statistique Canada en 1993. Le léger repli des activités commerciales en 1999-2000 est attribuable aux dernières étapes du cycle de production du Recensement de 1996. Un service d'assistance au client est maintenant offert aux utilisateurs de tous les produits électroniques de Statistique Canada, dont les services commerciaux par

Internet. Ce service, qui teste aussi les produits du point de vue de l'utilisateur avant de les mettre sur le marché, fait connaître les réactions aux concepteurs afin d'assurer l'amélioration continue des produits.

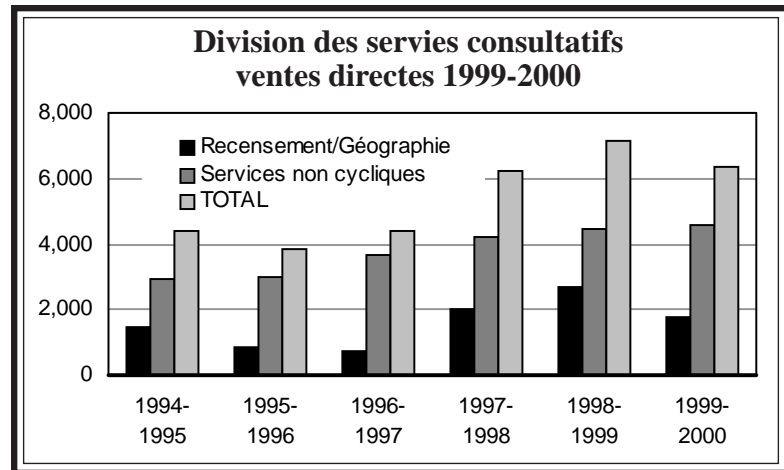
L'organisme a aussi élaboré et mis en œuvre des normes de service ainsi qu'une brochure intitulée *Normes de service* pour la clientèle. Les employés de Statistique Canada reçoivent une formation sur l'application des normes. Des directives ont été élaborées pour favoriser la communication entre les employés et les clients afin que ces derniers bénéficient de services tout à fait professionnels.

## Améliorations apportées au service

Statistique Canada met en œuvre une stratégie afin de fournir un meilleur soutien aux centres de services aux clients. Cette stratégie augmentera sa capacité à répondre, en temps opportun, aux besoins en information spécifiques des clients, à établir et gérer les relations avec eux et à élaborer et livrer des séances d'information pour eux.

À cet égard, une base de données des clients a été élaborée, et les renseignements sur les clients sont fréquemment utilisés par les secteurs de programmes et le secteur des services à la clientèle pour mieux comprendre leurs groupes d'utilisateurs. Ces renseignements servent à annoncer l'arrivée de nouveaux produits et à effectuer des études de marché. Compte tenu des préoccupations croissantes exprimées par les consommateurs au sujet du traitement des renseignements personnels fournis pour la conclusion de transactions par Internet, Statistique Canada a créé une Politique d'information de la clientèle qui repose sur les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Chaque fois qu'on demande à un client de fournir des renseignements personnels pour conclure une transaction, on lui indique comment les données seront utilisées et protégées. Les clients peuvent alors demander à ce qu'on ne communique pas avec eux pour des activités de promotion ou de recherche.

Une vérification quant au degré de conformité par rapport aux normes de service de Statistique Canada a été effectuée en 1999-2000. Cette vérification, conçue par des représentants du Comité





des communications et de la Division de la vérification et de l'évaluation de l'organisme, a été menée par des experts-conseils de l'extérieur. Les normes de service ont été adoptées en 1997, et la vérification visait à évaluer le degré de conformité à celles-ci, du point de vue de l'accessibilité, des connaissances et de la courtoisie du personnel. Les vérificateurs ont eu recours à la technique du « client mystère », des appels téléphoniques, des messages par télécopieur et des messages par courrier électronique ayant été soumis à 1 030 points de service de l'organisme. Les demandes correspondaient généralement aux questions posées par le public. L'échantillon a été conçu en tenant compte de la manière dont l'organisme effectue la distribution des messages d'arrivée.

Dans le cadre de la vérification, on a déterminé que la qualité et la précision des réponses étaient très élevées. En outre, pour 98 % des appels téléphoniques effectués à l'occasion de la vérification, les personnes appelées ont été perçues comme courtoises et efficaces, et le service a été fourni dans la langue de la personne qui appelait. Les pratiques du personnel en ce qui a trait aux messages téléphoniques doivent être améliorées, dans un nombre restreint de secteurs opérationnels, et des mesures ont été prises en conséquence pour assurer une mise à jour plus fréquente des enregistrements des boîtes vocales.

### ***Information de la clientèle***

En plus de répondre aux questions des clients, Statistique Canada cherche des occasions d'expliquer ses produits aux utilisateurs réels ou potentiels. Cela se fait par la voie de programmes conçus pour faire des présentations à des groupes de clients et à des ateliers régionaux, ou encore, pour rédiger des articles destinés à des revues spécialisées, car les tableaux statistiques ne sont pas suffisants pour aider les Canadiens à comprendre les divers enjeux. Nous reconnaissons que nous devons faciliter la compréhension de nos données et leur utilisation par les Canadiens de tout âge. Une clientèle mieux renseignée a pour avantage à long terme d'assurer la viabilité des programmes clés, grâce à de meilleures réponses aux enquêtes et à une meilleure compréhension par la population des chiffres cités dans les médias. En investissant dans l'éducation et en augmentant ses interactions avec le monde de l'enseignement, Statistique Canada contribue à établir une culture des données et du savoir au Canada.

C'est la raison pour laquelle Statistique Canada a établi un Programme d'action directe en éducation, qui met l'accent sur la présentation des données et des technologies pertinentes en classe afin d'améliorer le degré de familiarité des jeunes Canadiens à l'égard des statistiques. Cela se fait dans le cadre d'un certain nombre d'initiatives, y compris des ateliers pratiques destinés aux enseignants et aux élèves, de la formation pour les futurs enseignants dans les facultés d'éducation et des encouragements aux employés afin qu'ils fournissent leur expertise dans les écoles locales. Une section spéciale du site Internet de Statistique Canada regroupe les sujets d'intérêt, permet aux enseignants de discuter entre eux en direct et comprend une section pour aider les élèves à obtenir rapidement des réponses à leurs questions. Les enseignants peuvent aussi trouver des plans de cours, profiter d'occasions de financement pour encourager l'application des données électroniques et consulter un tableau de concordance qui fait état des ensembles de données particuliers pouvant être utilisés dans le cadre des programmes provinciaux pour les matières de base en études sociales, de la 7<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année. Statistique Canada est en voie de créer des liens avec les associations et les organisations qui appuient le secteur de l'enseignement, grâce à des données mensuelles à intégrer dans leurs bulletins d'information aux membres.

## ***Formation axée sur la clientèle***

Dans le cadre d'une autre initiative visant à mieux servir la clientèle, une série de cinq ateliers portant sur l'approche client a été élaborée en tant que partie intégrante des programmes de formation offerts par Statistique Canada à ses employés. Parmi les sujets abordés, mentionnons : la manière de faire une étude de marché, le service à la clientèle et la gestion dans un service public axé sur la clientèle. Ces programmes font ressortir l'importance de la mise en place de mécanismes visant à obtenir les commentaires des clients dans l'exécution des services. Plus de 1 000 employés ont participé à cette formation, laquelle a beaucoup contribué à la mise en place d'une approche client solide dans tout l'organisme. Un atelier de mesure de la satisfaction de la clientèle a été élaboré et mis à l'essai en 1999-2000, et sera mis à la disposition des gestionnaires de Statistique Canada pour les aider à établir des repères en matière de satisfaction de la clientèle et à déterminer les aspects du service qui pourraient nécessiter des améliorations. Étant donné l'importance d'Internet comme outil principal de diffusion de l'organisme, un cours a été préparé à l'intention des divisions auteurs sur la rédaction de documents Internet afin d'assurer la convivialité du contenu du site Internet.

## ***Études de marché***

En 1999-2000, un certain nombre d'études et de tests de marché ont été entrepris pour mieux comprendre les besoins des utilisateurs de l'information. Il s'agit notamment :

- d'une étude des répercussions sur la clientèle du passage des publications imprimées à Internet;
- d'une étude sur les nouvelles méthodes d'édition électronique;
- d'une évaluation d'E-STAT, un produit élaboré à l'intention des écoles secondaires, par les utilisateurs;
- d'une étude pour mettre à jour le profil des visiteurs du site Internet de l'organisme et pour déterminer leur degré de satisfaction à l'égard du site.

Outre les études des besoins des clients, Statistique Canada a aussi prévu que tous les programmes qui offrent des produits ou des services incluent les résultats d'enquêtes sur la satisfaction de la clientèle dans leur examen quadriennal de programmes. Ces rapports sont passés en revue par des cadres supérieurs, en vue d'augmenter la pertinence des programmes de l'organisme pour les partenaires.


Le site Internet de Statistique Canada est devenu un moyen essentiel pour l'organisme d'atteindre ses objectifs d'accès par le public, ainsi que de fournir des services commerciaux. Internet se révèle également un outil unique grâce auquel on peut procéder à des études de marché en vue d'améliorer l'accès aux produits et services de l'organisme. L'évolution du site et sa reconnaissance dans le public dépendent pour une large part d'un certain nombre de projets d'études de marché qui ont permis de tâter le pouls des utilisateurs relativement à la conception du site, à son contenu et aux outils mis à la disposition des visiteurs. Cette recherche se poursuivra au fur et à mesure que les débouchés en matière de technologie et de service s'élargiront.

## **Intelligibilité de l'information**

On entend par **intelligibilité** la facilité avec laquelle les utilisateurs peuvent comprendre, utiliser et analyser correctement l'information. Elle couvre la disponibilité des métadonnées (ou l'information relative aux données), particulièrement les descriptions des concepts sous-jacents et les définitions utilisées, la méthodologie utilisée dans le dépouillement des données ainsi que l'exactitude des données (comme il est décrit dans une section précédente).

## ***Intelligibilité : Disponibilité de descripteurs de qualité et de notes techniques***

Depuis longtemps, Statistique Canada a inséré dans ses publications des indicateurs de la qualité des données diffusées ainsi que la description des concepts et des définitions de base, de même que les méthodes de collecte et de traitement. En outre, Statistique Canada fait une vérification approfondie de la qualité « institutionnelle » des données produites en version papier ou électronique pour que les utilisateurs des données obtiennent de bons produits. Compte tenu de leur importance, une vaste gamme de méthodes d'assurance de la qualité sont appliquées pour tous les produits statistiques de nature délicate, comme le Recensement de la population, les mesures de l'emploi et du chômage, l'Indice des prix à la consommation et les mesures de la production économique.



### **Évolution d'une base de métadonnées intégrée**

Statistique Canada poursuit activement l'élaboration d'une base de métadonnées intégrée (BMDI) pour faciliter l'utilisation de son information. Il s'agit d'offrir un dépôt central des métadonnées sur les programmes statistiques de l'organisation. Ce dépôt remplacera de nombreux dépôts actuels qui servent en ce moment à des fins diverses. La version initiale de cette base de données a vu le jour à l'automne 1999. La mise en œuvre complète est prévue pour octobre 2000. La BMDI fournit aux utilisateurs des renseignements sur chacun des 400 programmes actifs d'enquête de Statistique Canada, y compris de l'information sur tous les aspects des méthodes d'enquête comme l'échantillonnage, la méthode de collecte et de saisie, le processus de repérage des erreurs et la méthode d'imputation.

Au cours de la deuxième étape, la base de métadonnées sera élargie pour englober d'autres renseignements importants qui permettront une interprétation plus facile des données de Statistique Canada, par exemple :

- les définitions des concepts et des variables individuelles mesurées, ainsi que leur classification;
- des procédures d'évaluation de la qualité, à partir desquelles on pourra établir des liens avec divers rapports et études sur les sources d'erreurs et d'autres aspects de la qualité des données;
- un certain nombre de mesures de la qualité des données, y compris les éléments nécessaires pour le calcul du taux de réponse, de l'erreur de couverture ainsi que de l'erreur d'imputation et d'échantillonnage pour des variables clés. La BMDI sera reliée à CANSIM II et on pourra y avoir accès à partir du site Web de l'organisme afin que les utilisateurs de données électroniques puissent avoir un accès direct à cette information.

## Cohérence de l'information

On entend par **cohérence** le degré selon lequel les données ou l'information tirées de divers programmes sont compatibles et peuvent être analysées ensemble. La cohérence est meilleure s'il existe des cadres conceptuels, des définitions, des classifications et des méthodes de collecte et de traitement qui sont communs, ou du moins compatibles, parmi l'ensemble des programmes.

Statistique Canada tente de veiller à ce que les données qu'il produit présentent un tableau uniforme et cohérent de l'économie, de la société et de l'environnement au Canada, et que ces divers ensembles de données puissent être analysés ensemble et parallèlement aux données d'autres sources.

À cette fin, Statistique Canada s'est fixé trois objectifs stratégiques :

1. l'utilisation de cadres conceptuels, tels que le Système de comptabilité nationale, comme base pour le regroupement des données statistiques au sujet de certains secteurs ou aspects de la conjoncture canadienne;
2. l'utilisation de définitions uniformes pour les concepts, les variables et les classifications utilisés, ainsi que pour les populations et les unités statistiques auxquelles elles s'appliquent;
3. l'utilisation de méthodes de collecte et de traitement uniformes pour la production des données statistiques pour toutes les enquêtes.

En ce qui a trait aux cadres conceptuels, l'organisme joue un rôle essentiel à l'égard du Carnet de route de l'information sur la santé. Cette initiative sert à déterminer les projets et les activités prioritaires en vue de l'amélioration des données sur la santé sur une période de quatre ans.

Cette initiative vise à fournir des réponses à deux questions de base : Quel est l'état de santé des Canadiens et comment se porte le système des soins de santé au Canada? De concert avec ses partenaires, à savoir l'Institut canadien d'information sur la santé et Santé Canada, l'organisme a intégré près de 40 projets dans un plan stratégique comportant les composantes suivantes : information sur la santé, recherche et analyse, cadre d'indicateurs de la santé, normes, archives de données et infrastructure. Par ailleurs, les communications, la consultation, la diffusion, ainsi que la protection des renseignements personnels, la confidentialité et la sécurité sont considérées comme des éléments sous-jacents essentiels du cadre stratégique.

En ce qui concerne l'utilisation de définitions uniformes, Statistique Canada a mis en œuvre la Politique sur les normes, dans le cadre de laquelle des normes ont été adoptées au sujet d'une vaste gamme de concepts, de variables et d'unités statistiques utilisés dans les statistiques sociales. En 1990-2000, des normes ont été introduites ou révisées dans la classification des professions, la classification géographique et la classification des industries.

À l'échelle internationale, les activités se poursuivent relativement à la mise en œuvre du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) conjointement avec les États-Unis et le Mexique. En mars 2000, 34 des 80 programmes statistiques avaient été convertis au SCIAN, selon un calendrier de conversion qui s'échelonne jusqu'au quatrième trimestre de 2001. Des travaux ont aussi été amorcés relativement à l'élaboration d'un Système de classification des produits de l'Amérique du Nord. Un projet pilote visant à définir les produits de quatre secteurs du SCIAN (information, finances, services professionnels, scientifiques et

techniques, ainsi que services administratifs et de soutien) a vu le jour. Enfin, une entente a été conclue entre les organismes statistiques du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne pour assurer l'harmonisation de la classification européenne des industries et du SCIAN d'ici 2007.

Afin d'atteindre le troisième objectif stratégique énoncé ci-dessus, Statistique Canada a procédé à un remaniement majeur de ses programmes de statistiques sur les entreprises, des méthodes et des opérations d'enquête uniformes ayant été adoptées pour toutes les enquêtes. Le Programme unifié des statistiques sur les entreprises (PUSE) a permis d'améliorer l'uniformité des données, grâce à l'utilisation de concepts, de terminologie et de normes communs pour l'ensemble du programme des statistiques économiques. On utilise une méthode d'enquête intégrée comportant des unités statistiques définies de façon cohérente d'un secteur à l'autre. La cohérence des données s'est accrue grâce à l'accent qui est mis sur l'entreprise dans le cadre du PUSE, ce qui permet l'intégration des données concernant les diverses parties de l'entreprise dans un cadre cohérent. Des outils d'analyse de la cohérence et un programme de questionnaires des répondants clés (gestion par portefeuille) pour les très grandes entreprises permet de résoudre les incohérences de données internes possibles dans le cas des entreprises complexes.

Le PUSE a également permis d'augmenter la portée du programme des statistiques économiques. L'économie des entreprises est mesurée de façon plus exhaustive, du fait que les lacunes quant à la couverture des divers secteurs d'activité ont été comblées. L'approche du PUSE, qui est axée sur l'entreprise, permet une couverture plus exhaustive et sans chevauchement des activités commerciales des entreprises complexes. Les enquêtes auprès des entreprises, à la fois celles qui relèvent de l'Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) et les autres, utilisent aussi davantage le Registre des entreprises. L'utilisation d'un registre commun permet d'assurer une plus grande cohérence des enquêtes.

Enfin, le programme des statistiques économiques s'est élargi du point de vue de la taille des échantillons et des éléments de données mesurées. La taille des échantillons a été augmentée en vue de mesurer de façon plus équitable l'activité économique selon la province. Des éléments de données, comme la production de biens et de services et le commerce interprovincial, sont inclus pour de nombreux secteurs de l'économie.

En date de mars 2000, 25 programmes d'enquête différents étaient passés à l'EUE, y compris des programmes importants comme l'Enquête annuelle sur le commerce de gros. Des plans sont en place pour que l'ensemble du programme des statistiques sur les entreprises soit converti d'ici 2001.

## Utilisation de systèmes de classification

Le tableau qui suit fait état de l'utilisation de divers systèmes de classification pour chacune des enquêtes essentielles à la mission de Statistique Canada.

**Tableau 6 Utilisation de systèmes de classification type pour les enquêtes essentielles à la mission**

Enquêtes essentielles à la mission	Classification type des industries de 1980	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord	Classification type des biens ou Système harmonisé	Classification type des professions	Classification géographique type
Enquête sur la population active		✓	*	✓	✓
Indice des prix à la consommation <sup>1</sup>		*		*	✓
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	✓		✓	*	✓
Commerce international	*	*	✓	*	✓
Commerce de gros et de détail — mensuel	✓	✓	*	*	✓
Produit intérieur brut mensuel et trimestriel	✓	✓	✓	*	*
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures	✓		*	*	✓
Enquête financière trimestrielle		✓	*	*	*
Indices des prix des produits industriels	✓		✓	*	✓

Note : Le symbole ✓ indique que la classification est utilisée et le symbole \*, que la classification ne s'applique pas.

1. Étant donné la nature de l'enquête (établissement du prix d'un panier de provisions), l'IPC utilise son propre système de classification pour les produits.

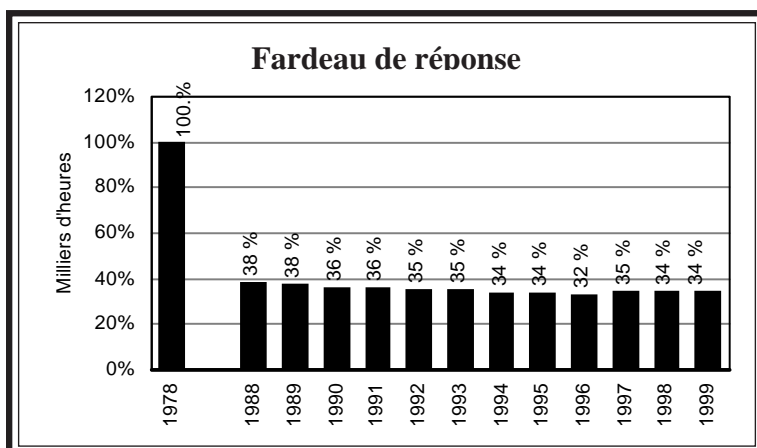
## Infrastructure nationale de la connaissance statistique

### Calcul du fardeau de réponse

Statistique Canada accorde toujours la plus haute importance à la réduction et à la limitation du fardeau de réponse des répondants. C'est la raison pour laquelle il fait constamment des efforts afin de contrôler le fardeau de réponse.

#### Statistiques des entreprises

Chaque année, l'organisme établit un indicateur du fardeau de réponse selon le temps estimatif moyen nécessaire pour remplir chaque questionnaire destiné aux entreprises, la fréquence de l'enquête et le nombre de répondants. Le calcul exclut le recensement quinquennal de l'agriculture et d'autres enquêtes uniques.



Le graphique ci-contre fait état d'un fardeau stable à 34 % par rapport aux niveaux atteints en 1978. Cela est le résultat de deux forces contraires. En effet, on a assisté à une légère diminution du fardeau de réponse imposé en 1999, soit 4 000 heures, ou 0,5 %, par rapport à l'année précédente, à la suite de la mise en place des mesures suivantes : plusieurs questions ont été supprimées des enquêtes, certaines enquêtes n'ont pas été effectuées et on a eu recours aux données administratives et à la déclaration électronique dans une plus large mesure.

Il s'agit d'une réalisation digne d'attention puisqu'elle donne lieu à deux changements importants. Premièrement, le Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales est en plein essor, ce qui représente une augmentation considérable quant au volume de renseignements recueillis chaque année (malgré tout, l'organisme a su gérer une telle croissance sans qu'une augmentation générale se produise quant au fardeau imposé aux répondants); deuxièmement, l'organisme est passé, pour un grand nombre de ses enquêtes, du système de codage de la Classification type d'industrie (CTI) au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Ces deux éléments devaient augmenter de façon significative le fardeau, ce qui s'ajoute au fait qu'en 1999, l'organisme a aussi tenu plusieurs enquêtes biennales.

### ***Infrastructure de la connaissance : Utilisation de données administratives en remplacement des enquêtes***

Grâce à l'utilisation accrue de dossiers administratifs au lieu d'enquêtes faites directement auprès des répondants, l'organisme a pu réduire considérablement le fardeau de réponse depuis quelques années.

- L'organisme continue d'utiliser les données fiscales pour produire des estimations plutôt que de faire enquête directement auprès des petites entreprises.
- L'organisme collabore étroitement avec l'Agence canadienne des douanes et du revenu (ACDR) pour exploiter à des fins statistiques l'Index général des renseignements financiers (IGRF). Pour l'année d'imposition 1999, l'ACDR transcrit tous les états financiers tirés des déclarations de revenus des entreprises selon le format IGRF. Ce format est également intégré aux barèmes d'imposition pour la production des déclarations des entreprises dès l'an 2000.
- Grâce aux fichiers des retenues sur la paie par l'employeur de l'ACDR, nous avons pu réduire de beaucoup la taille de l'échantillon pour l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, qui est passé de 860 000 communications par année avec les entreprises en 1994 à environ 120 000 communications lorsque la dernière tranche de la refonte de l'enquête a été terminée au cours de l'exercice 1998-1999.
- L'ACDR a récemment adopté le numéro d'entreprise et, comme celui-ci a été adapté au Registre des entreprises, il permet d'exploiter les fichiers de la taxe sur les produits et services. Compte tenu de ces résultats, on fera état de nouvelles initiatives dans l'avenir.
- Dans le cadre de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, le nombre de répondants pour lesquels des données fiscales ont été utilisées pour obtenir des renseignements relatifs au revenu a atteint 48 940 comparativement à 4 958 répondants interviewés.

- Les dossiers administratifs sont utilisés en remplacement des données d'enquêtes pour la collecte de données statistiques régionales relatives aux particuliers et aux familles et pour la création d'échantillons longitudinaux permettant l'étude en profondeur de l'évolution du revenu personnel et familial.

L'utilisation des dossiers administratifs présente beaucoup d'avantages, mais de sérieuses préoccupations et contraintes quant à la protection des renseignements personnels et de la confidentialité en limitent l'utilisation. Bien sûr, seules des estimations statistiques regroupées sont produites, et le contenu des déclarations de revenu des particuliers et celui des enquêtes sont conservés dans la plus stricte confidentialité comme l'exige la *Loi sur la statistique*.

### **Infrastructure de la connaissance : Autres moyens de déclaration et de collecte des données**

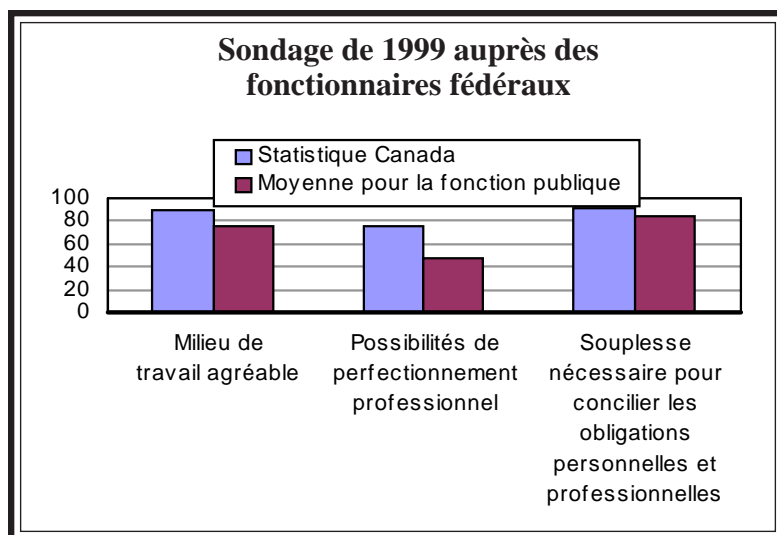
En 1999-2000, l'organisme a continué de faire des progrès dans sa recherche de moyens visant à faciliter la déclaration électronique de l'information, en vue de remplacer les questionnaires sur papier remplis par les répondants. Les initiatives de recherche visant à améliorer le contexte de déclaration électronique pour les répondants des enquêtes auprès des entreprises se sont intensifiées. La déclaration électronique des données (DED) peut entraîner une réduction importante du fardeau de réponse, grâce au transfert automatisé de l'information des systèmes de données des entreprises à Statistique Canada.

Du point de vue des enquêtes auprès des ménages, la déclaration électronique des données sera offerte comme option pour le Recensement de 2001 (il y aura deux régions d'essai : une région urbaine et une région rurale). Cette initiative fournira des renseignements utiles sur la capacité des ménages de répondre à des enquêtes dans un contexte de DED, sans compromettre les résultats du recensement.

Il est probable que, peu à peu, de plus en plus d'enquêtes seront assorties d'une option de déclaration électronique de l'information. Il faut souligner toutefois que ces développements se produiront à un rythme qui dépend beaucoup de la capacité technologique des répondants d'adopter ces méthodes et de l'existence de procédures de sécurité reconnues et largement acceptées.

### **Infrastructure de la connaissance : Sondage auprès des employés**

Statistique Canada a obtenu des résultats très positifs dans le cadre du Sondage de 1999 auprès des fonctionnaires fédéraux. Ses résultats ont généralement été supérieurs à ceux de l'ensemble de la fonction publique en moyenne, et figuraient parmi les meilleurs pour la fonction



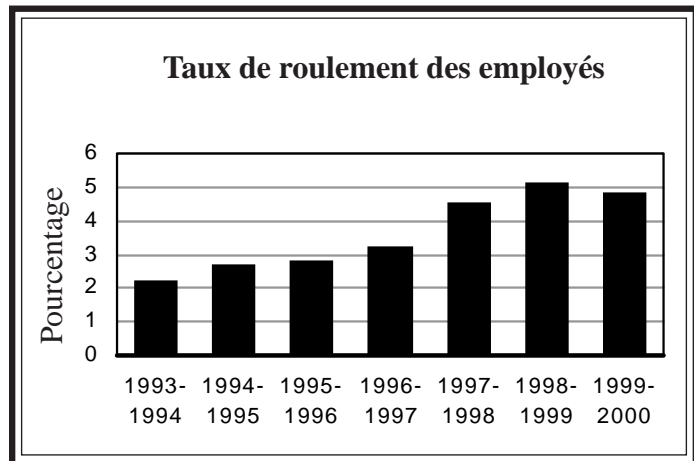


publique en ce qui concerne les aspects suivants : milieu de travail agréable (89 % pour Statistique Canada, par rapport à 75 % en moyenne dans la fonction publique); souplesse nécessaire pour concilier les obligations personnelles et professionnelles (92 %, par rapport à 84 % en moyenne dans la fonction publique); possibilités de perfectionnement professionnel (75 %, par rapport à 48 % en moyenne dans la fonction publique). L'organisme a obtenu des résultats assez différents de ceux de l'ensemble de la fonction publique pour le harcèlement et la discrimination (9 % pour Statistique Canada, par rapport à 20 % pour l'ensemble de la fonction publique pour le harcèlement; et 11 % pour Statistique Canada, par rapport à 18 % pour l'ensemble de la fonction publique pour la discrimination). On constate également que les employés estiment que leur travail à Statistique Canada est très important (95 %).

Statistique Canada a tenu trois sondages individuels auprès des employés sur le bien-être au travail depuis 1992, et était par conséquent bien préparé aux défis relatifs au Sondage de 1999 auprès des fonctionnaires fédéraux. Du fait qu'il disposait d'une bonne expérience de gestion pour traiter les résultats du sondage auprès des employés, il a pu comparer les résultats du Sondage de 1999 auprès des fonctionnaires fédéraux avec ceux de son propre sondage d'opinion auprès des employés effectué en 1998. Des mesures de suivi ont été adoptées relativement aux résultats du sondage, et des secteurs particuliers feront l'objet d'améliorations. À la suite de l'analyse des données, un processus de communication avec les employés a été mis en place en vue de permettre le perfectionnement professionnel et de résoudre la question de la charge de travail. Malgré que l'organisme ait obtenu des résultats plus positifs pour le harcèlement et la discrimination que ceux qui ont été enregistrés au sein de la fonction publique en général, ces deux sujets ont été déterminés comme prioritaires en matière de suivi.

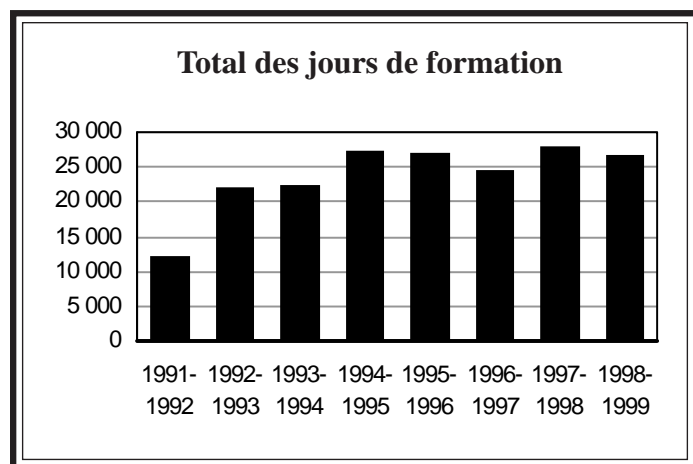
### ***Infrastructure de la connaissance : Taux de roulement des employés***

Même si les taux d'attrition ont continué à être supérieurs aux taux stables enregistrés de 1993-1994 à 1996-1997, l'organisme a connu une légère diminution globale de l'attrition du nombre d'employés en 1999-2000. L'attrition en 1998-1999 est le résultat de la situation du marché du travail et des mouvements importants de personnel dans le domaine des sciences informatiques. En 1999-2000, le nombre d'employés en sciences informatiques qui ont quitté l'organisme pour des emplois dans le secteur privé a légèrement diminué. Statistique Canada est sensible à l'imminente vague de départs à la retraite qui aura lieu au cours des quelques prochaines années, ce qui coïncide avec le vieillissement de la génération du baby-boom. Par conséquent, des stratégies de recrutement et de maintien en poste ont été mises en place depuis un certain temps pour répondre à cette situation.



## ***Infrastructure de la connaissance : Investissements dans la formation des employés***

Statistique Canada reconnaît depuis longtemps l'importance de l'apprentissage continu et persiste à investir chaque année plus de 3 % de son budget dans la formation. Un cadre de formation global visant la formation d'employés polyvalents disposant des compétences et de l'expérience nécessaires pour faire face à la croissance actuelle et future est géré par un Comité de la formation et du perfectionnement à l'échelle de l'organisme, lequel est constitué d'une douzaine de directeurs de division et est présidé par un cadre hiérarchique supérieur. Sur une période de 10 ans, Statistique Canada a mis au point des cours « de prestige », dont certains sont d'une durée de six semaines ou plus, qui visent tous à répondre aux besoins principaux de l'organisation en matière de compétences techniques et professionnelles et de gestion. La majorité des cours sont conçus à l'interne, et 90 % d'entre eux sont donnés par des professionnels de l'organisme, dans le cadre d'affectations temporaires, ainsi que par des « conférenciers invités » qui consacrent du temps à la formation, outre leur emploi régulier. L'organisme surveille étroitement l'accès à la formation. On a atteint un niveau de stabilité quant à la formation reçue par les employés, soit environ six jours par année par employé.



Chaque année, de nouveaux programmes de formation s'ajoutent pour répondre aux besoins définis, et ces programmes reposent sur les pratiques éprouvées utilisées dans le cadre des cours de prestige. Parmi les ajouts relativement récents au catalogue exhaustif de formation et de perfectionnement de l'organisme figure le programme de formation et de perfectionnement des cadres. Ce nouveau programme, qui est le résultat d'une étude et de recommandations d'un groupe de travail de gestionnaires, a été conçu pour améliorer les compétences en gestion, grâce à un programme de perfectionnement exhaustif destiné aux gestionnaires intermédiaires. Le programme, qui est fondé sur une grille de neuf rôles de gestion et sur les ensembles de compétences correspondants, est adapté aux besoins de chacun. Il faudrait peut-être une durée de trois ans pour achever les modules de ce programme.

### ***Question de gestion : Après le passage à l'an 2000***

Comme tous les ministères et organismes du gouvernement, Statistique Canada a reconnu la gravité du problème du passage à l'an 2000. Une approche coordonnée et intégrée comportant cinq étapes a été adoptée : évaluation, stratégie et planification, conversion et remplacement, mise à l'essai et mise en œuvre.

Le projet a touché tous les secteurs de Statistique Canada, et des équipes de projet ont été mises en place pour coordonner les efforts. La liste qui suit présente un aperçu des principales étapes entreprises et menées à bien :

- Une équipe de projet a été établie et des plans ont été formulés.
- Un plan de communication a été préparé au début du processus.
- Tous les systèmes informatiques (applications développées par Statistique Canada, applications achetées et logiciels généralisés de Statistique Canada) ont été répertoriés.
- Tous les systèmes essentiels à la mission et 99 % des autres applications ont fait l'objet d'une mise à l'essai et d'une conversion, et ont été étiquetés comme prêts pour le passage à l'an 2000 à la fin de 1999. Des travaux similaires ont touché le matériel.
- Des ententes en matière de déclaration ont été prises avec les fournisseurs de données et les partenaires.
- Des plans d'urgence ont été élaborés et mis en œuvre dans tous les secteurs de l'organisme.
- Des plans de transition ont été mis en place pour assurer la poursuite des opérations normales au moment de la reprise du travail, le 4 janvier 2000, et dans les mois qui ont suivi.

Le projet a été couronné de succès, du fait que le passage s'est fait en douceur. Il a donné lieu à un nombre important d'améliorations de systèmes et à l'établissement de bases plus solides pour la planification d'urgence et des éventualités, ainsi que le suivi. L'exercice a aussi contribué à augmenter la sensibilisation et les connaissances des employés en matière de techniques d'évaluation des risques et de la planification d'urgence. Le répertoire central des systèmes qui a été élaboré pour le projet sera maintenu et utilisé à des fins de planification.

## SECTION III : RENDEMENT FINANCIER

### Aperçu du rendement financier

#### A. Tableaux financiers récapitulatifs

Le tableau qui suit est une liste des tableaux financiers inclus dans le présent rapport.

Sommaire des crédits approuvés	<b>Résultats déclarés dans le tableau 7</b>
Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles	<b>Résultats déclarés dans le tableau 8</b>
Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles	<b>Résultats déclarés dans le tableau 9</b>
Recettes disponibles	<b>Résultats déclarés dans le tableau 10</b>
Recettes non disponibles	<b>Résultats déclarés dans le tableau 11</b>
Paiements de transfert	<b>Résultats déclarés dans le tableau 12</b>

Veillez prendre note que seulement les tableaux financiers qui s'appliquent à Statistique Canada sont énumérés ci-dessus. D'autres tableaux ne s'appliquent pas à l'organisme et leurs titres sont les suivants : « Concordance entre l'ancienne et la nouvelle affectation des ressources », « Paiements législatifs », « Dépenses en capital par secteur d'activité », « Projets d'immobilisations par secteur d'activité », « État des grands projets de l'État », « Prêts, investissements et avances », « Sommaires financiers du fonds renouvelable », « Passif éventuel ».

#### Tableau financier 7 Sommaire des crédits approuvés

Besoins financiers par autorisation (en millions de dollars)

Crédit	Dépenses prévues 1999-2000	Autorisations totales 1999-2000 <sup>1</sup>	Dépenses réelles 1999-2000
Statistique Canada			
110 Dépenses de Programme	260,0	301,7	297,6
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50,8	58,3	58,3
<b>Total de l'organisme</b>	<b>310,8</b>	<b>360,0</b>	<b>355,9</b>

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

## Tableau financier 8 Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues de l'organisme par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	ETP	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en immobilisations	Subventions et contributions	Total des dépenses brutes	Moins : recettes disponibles*	Total des dépenses nettes
Statistique économique et sociale	4 313	333,5	0,0	0,0	333,5	58,5	275,0
	<i>4 321</i>	<i>378,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>378,6</i>	<i>58,5</i>	<i>320,1</i>
	<b>4 394</b>	<b>368,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,6</b>	<b>368,9</b>	<b>52,3</b>	<b>316,6</b>
Statistique du Recensement de la population	660	51,3	0,0	0,0	51,3	15,5	35,8
	<i>718</i>	<i>55,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>55,4</i>	<i>15,5</i>	<i>39,9</i>
	<b>700</b>	<b>54,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>54,8</b>	<b>15,5</b>	<b>39,3</b>
Total	4 973	384,8	0,0	0,0	384,8	74,0	310,8
	<i>5 039</i>	<i>433,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>434,0</i>	<i>74,0</i>	<i>360,0</i>
	<b>5 094</b>	<b>423,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,6</b>	<b>423,7</b>	<b>67,8</b>	<b>355,9</b>
<b>Autres recettes et dépenses</b>							
<b>Recettes non disponibles**</b>							1,0
							<i>1,0</i>
							<b>1,1</b>
<b>Coût des services offerts par d'autres ministères</b>							35,6
							<i>38,2</i>
							<b>38,9</b>
<b>Coût net du programme</b>							347,4
							<i>399,2</i>
							<b>395,9</b>

Note :

- Les chiffres en caractères ordinaires correspondent aux dépenses prévues pour 1999-2000.
- *Les chiffres en italique correspondent aux autorisations totales pour 1999-2000 (budgets des dépenses principal et supplémentaire et autres autorisations).*
- **Les chiffres en caractères gras correspondent aux dépenses/recettes réelles en 1999-2000.**

\* Auparavant appelées « recettes à valoir sur le crédit ».

\*\* Auparavant appelées « recettes à valoir sur le Trésor ».

## Tableau financier 9 Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Dépenses réelles 1997-1998	Dépenses réelles 1998-1999	Dépenses prévues 1999-2000	Autorisations totales 1999-2000 <sup>1</sup>	Dépenses réelles 1999-2000
Statistique économique et sociale	258,1	291,2	275,0	320,1	316,6
Statistique du Recensement de la population	36,7	44,7	35,8	39,9	39,3
<b>Total</b>	<b>294,8</b>	<b>335,9</b>	<b>310,8</b>	<b>360,0</b>	<b>355,9</b>

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

## Tableau financier 10 Recettes disponibles\*

Recettes disponibles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Recettes réelles 1997-1998	Recettes réelles 1998-1999	Recettes prévues 1999-2000	Autorisations totales 1999-2000 <sup>1</sup>	Recettes réelles 1999-2000
Statistique économique et sociale	51,3	48,1	58,5	58,5	52,3
Statistique du Recensement de la population	13,5	17,7	15,5	15,5	15,5
<b>Total des recettes disponibles*</b>	<b>64,8</b>	<b>65,8</b>	<b>74,0</b>	<b>74,0</b>	<b>67,8</b>

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

\* Auparavant appelées « recettes à valoir sur le crédit ».

## Tableau financier 11 Recettes non disponibles\*

Recettes non disponibles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Recettes réelles 1997-1998	Recettes réelles 1998-1999	Recettes prévues 1999-2000	Autorisations totales 1999-2000 <sup>1</sup>	Recettes réelles 1999-2000
Statistique économique et sociale	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des recettes non disponibles*</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

\* Auparavant appelées « recettes à valoir sur le Trésor ».

## Tableau financier 12 Paiements de transfert

Paiements de transfert par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Paiements réels 1997-1998	Paiements réels 1998-1999	Dépenses prévues 1999-2000	Autorisations totales 1999-2000 <sup>1</sup>	Paiements réels 1999-2000
<b>SUBVENTIONS</b>					
Statistique économique et sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des subventions</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>CONTRIBUTIONS</b>					
Statistique économique et sociale	0,4	0,5	0,0	0,6	0,6
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contributions	0,4	0,5	0,0	0,6	0,6
<b>Total des paiements de transfert</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

## SECTION IV : APERÇU DE L'ORGANISME

### Mandat

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens. Statistique Canada est également appelé à diriger l'appareil statistique du pays et à coordonner ses activités. En vertu d'autres lois fédérales, Statistique Canada doit aussi fournir des données à des fins particulières.

**Recueillir, dépouiller, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.**

### Énoncé de mission

La mission de Statistique Canada est d'informer les citoyens, les entreprises et les administrations publiques du Canada sur l'évolution de la société et de l'économie, et de promouvoir un appareil statistique national de grande qualité.

### Organigramme des secteurs de programme et des secteurs d'activité

Le ministre de l'Industrie est responsable de Statistique Canada. L'organisme est dirigé par le statisticien en chef du Canada, qui est secondé par six statisticiens en chef adjoints (SCA) : trois sont responsables de programmes statistiques et trois, de services techniques et de gestion. Le tableau suivant indique les rapports entre les deux principaux secteurs d'activité du Programme de Statistique Canada et la structure organisationnelle. Il expose également en détail les ressources de 1999-2000 par secteur de programme et par secteur d'activité.



**Tableau 13 Ressources de 1999-2000 par secteur de programme et par secteur d'activité**

(comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles, en millions de dollars)

Secteur d'activité	SCA	SCA	SCA	SCA	SCA	SCA	Sous-totaux	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Pourcentage du	
	Statistique sociale, des institutions et du travail	Statistique du commerce et des entreprises	Études analytiques et comptes nationaux	Communications et opérations	Informa-tique et méthodo-logie	Services de gestion			Totaux	TOTAL
Statistique économique et sociale	42,8	66,6	27,9	65,6	49,4	81,2	333,5	58,5	275,0	89 %
	<i>45,1</i>	<i>70,3</i>	<i>32,2</i>	<i>84,8</i>	<i>61,5</i>	<i>84,7</i>	<i>378,6</i>	<i>58,5</i>	<i>320,1</i>	<i>89 %</i>
	<b>44,7</b>	<b>69,5</b>	<b>32,4</b>	<b>85,1</b>	<b>60,8</b>	<b>76,4</b>	<b>368,9</b>	<b>52,3</b>	<b>316,6</b>	<b>89 %</b>
Statistique du Recensement de la population	19,5	—	—	9,6	17,0	5,2	51,3	15,5	35,8	11 %
	<i>22,3</i>	—	—	<i>10,0</i>	<i>17,6</i>	<i>5,5</i>	<i>55,4</i>	<i>15,5</i>	<i>39,9</i>	<i>11 %</i>
	<b>21,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>9,6</b>	<b>18,2</b>	<b>5,3</b>	<b>54,9</b>	<b>15,5</b>	<b>39,3</b>	<b>11 %</b>
<b>Ensemble du Programme</b>	62,3	66,6	27,9	75,2	66,4	86,4	384,8	74,0	310,8	100 %
	<i>67,4</i>	<i>70,3</i>	<i>32,2</i>	<i>94,8</i>	<i>79,1</i>	<i>90,2</i>	<i>434,0</i>	<i>74,0</i>	<i>360,0</i>	<i>100 %</i>
	<b>66,5</b>	<b>69,5</b>	<b>32,4</b>	<b>94,7</b>	<b>79,0</b>	<b>81,7</b>	<b>423,7</b>	<b>67,8</b>	<b>355,9</b>	<b>100 %</b>

Note : Les chiffres en caractères ordinaires indiquent les dépenses prévues, les chiffres en italique indiquent les autorisations totales et les chiffres en caractères gras indiquent les dépenses et les recettes réelles de 1999-2000.

# DESCRIPTIONS DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour mieux faire comprendre son programme, Statistique Canada a regroupé ses activités en deux grands secteurs d'activité : la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population.

## 1. Statistique économique et sociale

### Description

Ce sont les activités des deux secteurs de service formant ce secteur d'activité — la statistique économique et la statistique sociale — qui en tracent le portrait le plus fidèle. Il est important de noter que la ligne qui sépare ces deux secteurs de service est floue : l'emploi et le chômage sont des phénomènes tant sociaux qu'économiques, au même titre que l'éducation, le coût de la vie et l'inflation.

### 1. *Statistique économique*

Ce secteur de service fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant à l'échelle nationale qu'internationale, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. Une autre composante de ce secteur de service porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. L'information fournie comprend notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisé dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

Elle englobe en outre le volume et les incidences financières des voyages internationaux à destination ou en partance du Canada, de même que la mesure de la fluctuation des prix de détail, les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérales et provinciales, et la recherche et le développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie.

### 2. *Statistique sociale*

Ce secteur de service fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des personnes, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui peuvent contribuer à leur bien-être. L'information fournie comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, la mesure du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont liés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. De plus, elle englobe des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

Ce secteur de service fournit également de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens, y compris les systèmes de justice, de soins de

santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information fournie porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités, ainsi que sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

### **Statistique économique et sociale — 1999-2000**

Dépenses prévues	275 000 000 \$
<i>Autorisations totales</i>	<i>320 100 000 \$</i>
<b>Dépenses réelles</b>	<b>316 600 000 \$</b>

#### **Explication de l'écart entre les dépenses prévues et les autorisations totales pour 1999-2000**

Les autorisations totales de dépenser pour l'exercice de 1999-2000 sont de 45,1 millions de dollars plus élevées que le total des dépenses prévues de 1999-2000, ce qui équivaut à un écart de 16 %. Des ressources additionnelles ont été reçues par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses pour financer le programme des lacunes statistiques II et par le Conseil du Trésor (crédit 15) pour compenser la rémunération prévue dans la convention collective. De plus, les coûts des régimes de prestations aux employés ont augmenté.

## **2. Statistique du Recensement de la population**

### **Description**

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du Recensement de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il comprend des renseignements détaillés sur les sous-populations et au sujet de petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes sur échantillon. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire, ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la répartition des paiements de transfert fédéraux, et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces.

### **Statistique du Recensement de la population — 1999-2000**

Dépenses prévues	35 800 000 \$
<i>Autorisations totales</i>	<i>39 900 000 \$</i>
<b>Dépenses réelles</b>	<b>39 300 000 \$</b>

#### **Explication de l'écart entre les dépenses prévues et les autorisations totales pour 1999-2000**

Les autorisations totales de dépenser pour l'exercice de 1999-2000 sont de 4,1 millions de dollars plus élevées que le total des dépenses prévues de 1999-2000, ce qui équivaut à un écart de 11 %. Des ressources additionnelles ont été reçues par l'entremise du Conseil du Trésor (crédit 15) pour compenser la rémunération prévue dans la convention collective. De plus, les coûts des régimes de prestations aux employés ont augmenté.

## SECTION V : AUTRES RENSEIGNEMENTS

### A. Centres de consultation régionaux

#### Région de l'Atlantique

Le centre dispense des services à la population de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

Services consultatifs  
Statistique Canada  
1741, rue Brunswick  
2<sup>e</sup> étage, boîte 11  
HALIFAX (Nouvelle-Écosse)  
B3J 3X8  
Appels locaux : (902) 426-5331  
Télécopieur : (902) 426-9538

#### Québec

Dispense également des services au territoire du Nunavut.

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Complexe Guy-Favreau  
Tour Est, 4<sup>e</sup> étage  
200, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec)  
H2Z 1X4  
Appels locaux : (514) 283-5725  
Télécopieur : (514) 283-9350

#### Ontario

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Édifice Arthur-Meighen, 10<sup>e</sup> étage  
25, avenue St. Clair Est  
Toronto (Ontario)  
M4T 1M4  
Appels locaux : (416) 973-6586  
Télécopieur : (416) 973-7475

#### Région des Prairies

Les centres dispensent des services à la population du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest.

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Immeuble Via Rail, bureau 200  
123, rue Main  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 4V9  
Appels locaux : (204) 983-4020  
Télécopieur : (204) 983-7543

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Park Plaza, bureau 440  
2365, rue Albert  
REGINA (Saskatchewan)  
S4P 4K1  
Appels locaux : (306) 780-5405  
Télécopieur : (306) 780-5403

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Discovery Place, bureau 201  
3553, rue 31 Nord-Ouest  
Calgary (Alberta)  
T2L 2K7  
Appels locaux : (403) 292-6717  
Télécopieur : (403) 292-4958

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Park Square, 15<sup>e</sup> étage  
10001, rue Bellamy Hill  
Edmonton (Alberta)  
T5J 3B6

Appels locaux : (780) 495-3027  
Télécopieur : (780) 495-5318

#### Région du Pacifique

Le centre dispense des services à la population de la Colombie-Britannique et du territoire du Yukon.

Services consultatifs  
Statistique Canada  
Tour Library Square  
300, rue Georgia Ouest, bureau 600  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6B 6C7  
Appels locaux : (604) 666-3691  
Télécopieur : (604) 666-4863

#### Région de la capitale nationale

Centre de consultation statistique (CCS)  
Statistique Canada  
Foyer de l'Immeuble R.-H.-Coats  
Avenue Holland  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0T6  
Appels locaux : (613) 951-8116  
Télécopieur : (613) 951-0581

Numéro sans frais pour les demandes de renseignements :

*1 800 263-1136*

Appareils de télécommunications pour les malentendants : *1 800 363-7629*

*Numéro sans frais pour commander seulement : 1 800 267-6677*

## B. Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la prestation de données particulières :

<i>Loi constitutionnelle</i>	1867
<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	1948, ch. 52
<i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i>	L.R.C., 1985, ch. U-1, telle qu'amendée
<i>Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	L.R.C., 1985, ch. F-8, telle qu'amendée
<i>Loi de 1980 remaniant la législation bancaire</i>	1991, ch. 46
<i>Loi électorale du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. E-1, telle qu'amendée
<i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	L.R.C., 1985, ch. S-23, telle qu'amendée
<i>Loi sur la concurrence</i>	L.R.C., 1985, ch. C-34, telle qu'amendée
<i>Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés</i>	L.R.C., 1985, ch. C-28, telle qu'amendée
<i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	L.R.C., 1985, ch. E-3, telle qu'amendée
<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>	L.R.C., 1985, ch. O-9, telle qu'amendée
<i>Loi sur la taxe d'accise</i>	L.R.C., 1985, ch. E-14, telle qu'amendée
<i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. C-2, telle qu'amendée
<i>Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer</i>	L.R.C., 1985, ch. R-4, telle qu'amendée
<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. P-1, telle qu'amendée
<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>	L.R.C., 1985, ch. 23, (2 <sup>e</sup> suppl.)
<i>Loi sur le Régime de pensions du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. C-8, telle qu'amendée
<i>Loi sur les allocations aux anciens combattants</i>	L.R.C., 1985, ch. W-3, telle qu'amendée
<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>	1992, ch. 48 (annexe)
<i>Loi sur les déclarations des personnes morales</i>	L.R.C., 1985, ch. C-43, telle qu'amendée
<i>Loi sur les juges</i>	L.R.C., 1985, ch. J-1, telle qu'amendée
<i>Loi sur les langues officielles</i>	L.R.C., 1985, ch. O-3, telle qu'amendée
<i>Loi sur les pensions</i>	L.R.C., 1985, ch. P-6, telle qu'amendée
<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	L.R.C., 1985, ch. S-24, telle qu'amendée
<i>Loi sur les subventions aux municipalités</i>	L.R.C., 1970, ch. M-15, telle qu'amendée
<i>Loi sur les traitements</i>	L.R.C., 1985, ch. S-3, telle qu'amendée

---

### C. Dates de diffusion préétablies d'enquêtes principales

Statistique Canada établit un calendrier de diffusion des données pour ses principaux produits statistiques. Le tableau suivant fait état des principaux produits et de leur périodicité.

**Tableau 14 Domaines principaux, produits choisis et niveau de service**

Domaines principaux et produits choisis	Niveau de service Fréquence
Assurance-emploi	Mensuelle
Commerce de détail	Mensuelle
Commerce de gros	Mensuelle
Commerce international canadien de marchandises	Mensuelle
Emploi, gains et durée du travail	Mensuelle
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle
Enquête sur la population active	Mensuelle
Indice composite	Mensuelle
Indice de l'offre d'emploi	Mensuelle
Indice des prix à la consommation	Mensuelle
Indice des prix des logements neufs	Mensuelle
Indice des prix des produits industriels	Mensuelle
Indice des prix des matières brutes	Mensuelle
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Mensuelle
Permis de construire	Mensuelle
Produit intérieur brut réel	Mensuelle
Ventes de véhicules automobiles neufs	Mensuelle
Voyages entre le Canada et les autres pays	Mensuelle
Balance des paiements internationaux	Trimestrielle
Caractéristiques des voyageurs internationaux	Trimestrielle
Compte des voyages internationaux	Trimestrielle
Comptes économiques et financiers nationaux	Trimestrielle
Enquête sur les perspectives du monde des affaires, industries manufacturières	Trimestrielle
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	Trimestrielle
Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Trimestrielle
Recettes monétaires agricoles	Trimestrielle
Investissements privés et publics au Canada	Annuelle
Revenu agricole net	Annuelle
Rapports sur les grandes cultures	Saisonniers

En 1999-2000, toutes les enquêtes ci-dessus, sauf une, ont respecté les dates de diffusion préétablies. En raison d'un remaniement important, les statistiques financières trimestrielles des entreprises ont été diffusées plus tard que prévu.

## **D. Initiatives des Lacunes statistiques II**

### ◆ *Économie fondée sur le savoir*

- Enquête sur le lieu de travail et les employés

L'Enquête sur le lieu de travail et les employés (ELTE) vise à jeter de la lumière sur une vaste gamme d'enjeux actuels liés au monde du travail moderne et aux rapports qui existent entre les employeurs et les employés.

- Accès des citoyens au projet technologique

L'objectif de ce projet est de déterminer dans quelle mesure les Canadiens ont accès à ces technologies, à quelle fréquence celles-ci sont utilisées et le but visé par cette utilisation.

- Indice de la rémunération totale du travail

Le but visé par ce projet est de mettre au point un nouvel indice du coût de la main-d'œuvre. Celui-ci aidera les décideurs à évaluer les progrès actuels sur les marchés du travail — un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique de stabilisation.

### ◆ *Croissance économique*

- Système d'information pour les sciences et la technologie

Le projet d'élaboration d'un système d'information pour les sciences et la technologie vise à fournir des renseignements, sous une forme intégrée, sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : le rendement de base des sciences et de la technologie (notamment la recherche, le développement et l'innovation) dans tous les secteurs de l'économie; les répercussions économiques et sociales de l'innovation technologique; la diffusion des technologies et des idées dans une économie fondée sur le savoir.

- Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité »

Ce projet permettra de recueillir des données sur le niveau de « connectivité » au Canada ainsi que sur les facteurs qui influencent la capacité du pays d'atteindre son objectif de rendre l'infrastructure du savoir accessible à tous les Canadiens. Ces données serviront en outre à déterminer l'utilisation réelle que font ou prévoient faire les ménages et d'autres secteurs de l'économie des technologies de l'information et des communications.

- Statistique de l'environnement

Un système de comptes des ressources et de l'environnement est venu s'ajouter au système actuel de comptabilité nationale afin de permettre l'analyse des répercussions de l'économie sur l'environnement et vice versa. Un ensemble de 10 indicateurs englobe l'évolution du patrimoine naturel au Canada, l'étendue de la base de ressources naturelles du pays et le niveau d'exploitation de cette base, l'utilisation des ressources et la production de gaz à effet de serre par unité d'achat des ménages, ainsi que les dépenses consacrées à la protection de l'environnement par les entreprises et les administrations publiques.

- Élargissement des indicateurs canadiens de la durabilité — Contrôle du capital naturel

La compréhension des pressions environnementales repose sur l'élaboration d'une approche intégrée à l'égard des politiques environnementales, économiques et sociales. Des mesures exhaustives des richesses, qui comprennent le capital naturel, fournissent des indicateurs de la durabilité du fait qu'elles permettent de démontrer si la valeur du capital — qu'il s'agisse du capital naturel seulement ou encore du capital naturel et du capital produit mis ensemble — est maintenue, et contribuent à assurer l'intégration entre

l'environnement, l'économie et la société grâce à l'élargissement de la couverture des comptes satellites.

- Statistiques sur le recyclage des marchandises à base de ressources naturelles  
Ce projet permettra de mesurer, du point de vue de l'offre, les déchets recueillis aux fins du recyclage au Canada. Cette nouvelle mesure sera le complément des enquêtes axées sur la demande qui sont actuellement effectuées par Ressources naturelles Canada. Statistique Canada établira un profil des entreprises actives dans le secteur, puis élaborera et mettra à l'essai une méthode de collecte des données, en mettant l'accent sur les métaux dans un premier temps.
- Répercussions horizontales du secteur des ressources naturelles au Canada  
Une initiative à deux volets sera entreprise pour mesurer les répercussions globales des industries de ressources naturelles sur l'économie canadienne et l'économie mondiale ainsi que pour mettre au point un cadre permettant de mesurer les effets de l'innovation et de la productivité améliorée dans les industries de ressources naturelles, de même que les répercussions des mesures de protection de l'environnement.

◆ *Cohésion sociale*

- Réorientation de l'Enquête sociale générale (ESG)  
L'ESG sera remaniée et élargie afin de recueillir des données à l'appui des initiatives de recherche, particulièrement dans les domaines de la cohésion sociale et du développement des ressources humaines. En l'an 2000, on se propose de tenir une enquête sur l'accès des citoyens à la technologie de l'information, laquelle comportera en outre des liens avec les renseignements concernant la société et l'économie fondées sur le savoir. Les plans provisoires prévoient des enquêtes sur les familles, le soutien social et la prestation de soins, ainsi que sur des questions liées au vieillissement, au bénévolat, aux dons et à la participation, de même qu'à l'emploi du temps, pour chacune des trois années subséquentes.
- Enquête longitudinale auprès des immigrants  
Ce projet vise à étudier le processus grâce auquel les nouveaux immigrants s'adaptent ou s'intègrent à la société canadienne, y compris le déroulement des étapes du processus d'intégration, les facteurs qui influent sur l'intégration et les répercussions des divers services et politiques sur celle-ci. Les résultats de cette enquête permettront de déterminer les services qui sont les plus efficaces pour aider les nouveaux arrivants à s'établir au Canada, ainsi que la façon dont ces personnes utilisent les ressources qui sont mises à leur disposition.
- Crimes haineux et autres questions liées à la diversité à l'intérieur du système de justice  
Les crimes à caractère haineux et les inégalités perçues du point de vue du traitement de divers groupes par le système de justice peuvent entraîner la polarisation de la société en fonction de critères raciaux ou ethniques. Ce projet permettra de recueillir des données pour appuyer l'élaboration d'une politique efficace en réponse aux répercussions sociales et économiques des activités à caractère haineux.
- Étude de faisabilité pour une enquête sur les activités agricoles dans les réserves  
L'étude de faisabilité vise à élaborer un cadre conceptuel pour la collecte de données sur les activités agricoles et sur l'autosuffisance des peuples autochtones qui dépendent des activités agricoles dans les réserves.



- Segment canadien des enquêtes sur les valeurs à l'échelle mondiale — 1999  
Ce projet vise à améliorer notre compréhension des changements qui touchent les valeurs en appuyant la participation canadienne à la prochaine ronde d'enquêtes sur les valeurs à l'échelle mondiale. Ces enquêtes sont l'outil le plus efficace pour assurer le suivi et la compréhension des changements qui touchent les valeurs et qui modifient profondément la famille, l'économie, nos institutions et l'ensemble de la société. L'objectif visé consiste à recueillir des données de base afin de déterminer la trajectoire et la dynamique des changements qui touchent les valeurs de façon à mieux comprendre les orientations politiques et les options acceptables à cet égard.

◆ *Développement des ressources humaines*

- Enquêtes sur les transitions au postsecondaire  
L'Enquête sur les transitions au postsecondaire permettra de recueillir des données pour mieux comprendre les facteurs qui touchent les transitions auxquelles doivent faire face les jeunes Canadiens entre les études postsecondaires et le monde du travail, afin de permettre l'élaboration de politiques et de programmes destinés aux jeunes pour qu'ils réussissent ces transitions.
- Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie  
Au fur et à mesure que la société et l'économie canadiennes évoluent vers un accent plus marqué sur le savoir, les Canadiens doivent relever un nouvel ensemble de défis du point de vue de la transition et de l'adaptation. L'Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie (EICUV) vise à évaluer directement, par la voie de mesures cognitives, la performance d'adultes de 16 à 65 ans dans les domaines suivants : *compréhension de textes suivis, compréhension de textes schématiques, capacités de calcul et résolution de problèmes*. Les résultats de cette enquête permettront d'établir le profil des compétences de la population canadienne en âge de travailler de façon à pouvoir effectuer des comparaisons à l'échelle internationale.
- Changements touchant les cheminements de vie et l'emploi du temps  
L'une des principales lacunes du point de vue de la recherche en matière de politiques à l'échelle fédérale déterminée par le Comité de recherche sur les politiques a trait aux cheminements de vie et aux modèles d'emploi du temps des Canadiens, à la façon dont ces modèles se modifient et aux répercussions qu'ont ces changements. On cherche à recueillir de l'information sur la façon dont les modèles d'emploi du temps des Canadiens selon leurs principales activités influent sur la production actuelle et future, la qualité des soins fournis aux enfants, la qualité de vie des personnes et des familles ainsi que la force des collectivités locales.
- Enquête sur le vieillissement et l'autonomie  
Du fait de l'augmentation de l'espérance de vie et de la diminution du taux de natalité, la population canadienne vieillit. L'augmentation du nombre de personnes âgées qui est prévue après la première décennie du nouveau siècle est source de préoccupations en ce qui a trait aux effets sur les soins de santé, les pensions, la main-d'œuvre, etc. L'enquête permettra de jeter de la lumière sur les facteurs qui touchent la qualité de vie et l'autonomie des personnes âgées et de mieux comprendre des enjeux comme la santé, la situation sociale, la situation sur le marché du travail et la planification de la retraite.

- Enquête sur la sécurité financière

L'Enquête sur la sécurité financière permettra de recueillir des données sur l'actif net des Canadiens, c'est-à-dire la valeur de leur actif moins leur passif. L'objectif de cette enquête est de fournir des renseignements sur la capacité à long terme des Canadiens à subvenir à leurs propres besoins.

- ◆ *Défis et possibilités à l'échelle mondiale*

- Rapprochement et amélioration des données sur le commerce international de marchandises

Deux facteurs qui touchent l'élaboration de la politique commerciale du Canada nécessitent une meilleure compréhension. Il s'agit des rapprochements avec les principaux partenaires commerciaux et des caractéristiques des exportateurs canadiens. Des données sur le commerce approuvées par toutes les parties concernées sont à la base des négociations commerciales. Ce projet consistera à procéder, avec les partenaires commerciaux principaux du Canada, au rapprochement des échanges commerciaux bilatéraux sur une base annuelle. Par ailleurs, on établira une population d'exportateurs qu'on tiendra à jour au fil des ans. Cela nous permettra d'analyser les caractéristiques de nos exportateurs, c'est-à-dire qui ils sont, ce qu'ils exportent et vers quel pays. Ces renseignements constituent une composante clé de contrôle et de mise au point des activités de promotion commerciale.

- Projet de commerce et d'investissement dans le secteur culturel

Ce projet sert à développer des séries de données sur les importations et les exportations concernant les biens et services culturels du Canada ainsi que les capitaux d'investissement culturels internationaux du Canada. Il vise la collecte et la diffusion de données sur l'exportation et l'importation de services culturels, y compris les recettes et les paiements de redevances, et le suivi permanent des capitaux d'investissement culturels internationaux sur plusieurs années. Ce projet vise également la collecte et la diffusion des données sur le commerce et l'investissement dans le secteur culturel pour une période de quatre années.

- Éducation et services de formation

Ce projet permettra de mesurer la performance et les tendances dans le secteur de l'éducation et des services de formation, domaine où un nombre important de ministères fédéraux font des investissements majeurs. Il offrira des renseignements importants sur les possibilités de prestation de services de formation et d'éducation du Canada, et ce, afin de permettre de mieux cibler de façon stratégique les marchés internationaux. En outre, ce projet permettra de mieux comprendre les forces et les faiblesses du secteur, menant ainsi à une analyse mieux informée de la politique et à une meilleure planification des programmes au sein des ministères gouvernementaux. Les données serviront à guider la mise en œuvre de la stratégie commerciale et à appuyer les décisions du gouvernement et de l'industrie en matière de dépenses.

## E. INDEX

### A

accessibilité de linformation 13, 36  
actualité de linformation 13, 35, 36  
Autochtones 25

### B

bureaux régionaux 13, 39, 40, 45

### C

cadre d'assurance de la qualité 5, 12  
centres de consultation régionaux 65  
cohérence de linformation 49  
collectivités plus fortes 5  
commerce électronique 26, 27, 41  
connaissance statistique 13

### D

Discours du Trône 5

### E

économie dynamique 5  
éducation 10, 16, 19, 22, 28, 29, 42, 43, 46, 63,  
64, 66, 71  
enfants 5, 16, 17, 22, 66, 70  
environnement 5, 24, 49, 68, 69  
exactitude de linformation 13  
exactitude de l'information 30

### F

fardeau de réponse 14, 51, 52, 53

### I

intelligibilité de linformation 13, 48  
Internet 5, 13, 15, 26, 37, 38, 40, 41, 42, 43,  
45, 46, 47

### J

jeunes 5, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 25, 26, 70

### L

lan 2000 52, 55, 56, 69  
Initiative de la recherche sur les politiques 21

### M

mandat 10, 61

### P

partenaires 10, 41, 49, 56, 71  
Partenariat 13, 41, 42, 43  
pertinence du programme 13, 15  
peuples autochtones 5, 25, 69  
Projet d'amélioration des statistiques économiques  
provinciales 5, 23, 42, 52

### Q

Qualité de linformation 12  
qualité de linformation 13

### R

Recensement de la population 29, 38, 39, 48, 63, 64  
rendement 14, 68  
résultats clés 12

### S

santé 5, 9, 10, 20, 21, 22, 23, 25, 32, 39, 42, 49,  
64, 66, 70  
secteurs d'activité 5, 61, 63  
Sondage d'opinion auprès des employés 13, 53  
statistique du Recensement de la population 5  
statistique économique et sociale 5, 63

### T

travail 17, 18, 19, 20, 21, 26, 27, 28, 43, 44, 54,  
55, 56, 62, 67, 68, 70

### V

ventes 40